



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/40/14
13 juin 2003

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarantième réunion
Montréal, 16 - 18 juillet 2003

RAPPORT PÉRIODIQUE SUR LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Ce document contient :

- Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds.
- Les rapports périodiques bilatéraux de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de la France, de l'Allemagne, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Pologne, de la Suède et du Royaume-Uni (janvier – décembre 2002).

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

Observations

1. Les pays suivants concernés dans des activités de coopération bilatérale ont remis un rapport périodique (voir Annexes I-IX) : Australie, Canada, France, Allemagne, Israël, Italie, Japon, Suède et Royaume-Uni. Les agences bilatérales ont aussi transmis des données à la banque de données des rapports périodiques. Au lieu de fournir des données et un rapport narratif, la Belgique et la Pologne ont informé le Secrétariat de leurs progrès par courriel. Les informations de la banque de données bilatérales figurent dans la banque de données du rapport périodique global, disponible sur le site web du Secrétariat du Fonds (www.unmfs.org) dans le programme tableur, Microsoft Excel XP.

2. La Finlande et la Suisse n'ont pas transmis de rapport périodique. Les données de leurs rapports périodiques précédents sont incluses dans le sommaire. Le Comité exécutif pourrait prier ces deux pays de déposer un rapport périodique à la 41^{ème} réunion.

3. La banque de données contient aussi d'autres données provenant de rapports périodiques antérieurs, remis par des pays qui étaient concernés dans la coopération bilatérale (y compris des données sur les projets déclarés achevés par l'Autriche, le Danemark, Singapour, l'Afrique du Sud et les États-Unis d'Amérique). Ces données sont incluses dans le rapport périodique global (UNEP/OzL.Pro/ExCom/40/13).

4. Le Tableau 1 présente un sommaire de la coopération bilatérale. Plus de 58 millions \$US ont été approuvés pour des activités bilatérales. D'après le tableau, 55% des activités bilatérales sont terminées. Bien que la plupart des projets bilatéraux ne soient pas des projets d'investissement, les agences bilatérales estiment néanmoins, qu'une fois achevés, ils auront permis l'élimination annuelle totale de 4 055 tonnes PAO. Les projets bilatéraux achevés ont entraîné l'élimination de 708 tonnes PAO. Le taux de décaissement pour les activités bilatérales atteint 65%.

Tableau 1
SOMMAIRE ANNUEL DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Année d'approbation	Nombre de projets approuvés *	Nombre de projets achevés	% d'achèvement	PAO à éliminer *	PAO éliminées*	% de PAO éliminées	Financement approuvé plus ajustement (\$US)	Montants décaissés (\$US)	% des montants décaissés	Solde (\$US)	Décaissement estimé pour l'année en cours (\$US)	Coûts d'appui approuvés (\$US)	Ajustements des coûts d'appui (\$US)
1991	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0	0
1992	18	18	100%	0	0	0%	2 883 669	2 883 669	100%	0	0	0	0
1993	10	10	100%	0	0	0%	1 445 586	1 445 586	100%	0	0	0	0
1994	30	30	100%	229	243	106%	3 221 801	3 190 374	99%	31 427	0	0	0
1995	17	17	100%	234	296	127%	4 925 449	4 654 902	95%	270 547	0	0	0
1996	26	26	100%	218	38	17%	3 513 121	3 423 782	97%	89 339	0	0	0
1997	32	27	84%	154	0	0%	4 239 759	3 274 786	77%	964973	210 000	1 500	0
1998	40	23	58%	66	20	30%	4 494 352	3 703 511	82%	790 841	533 030	0	0
1999	62	33	53%	591	8	1%	12 972 053	8 340 383	64%	4631670	1 935 864	952 433	0
2000	29	8	28%	943	67	7%	4 837 561	3 167 918	65%	1 66 9643	1 408 010	526 448	0
2001	41	8	20%	1,093	36	3%	7 545 351	2 824 841	37%	4 720 510	2 816 796	896 577	-37 754
2002	65	3	5%	527	0	0%	7 853 013	859 114	11%	6 993 899	3 841 379	885 065	0
Total	370	203	55%	4,055	708	17%	58 030 015	37 768 866	65%	20 261 149	10 778 308	3 271 853	-37 754

*Excluant les projets arrêtés et transférés

Retards de mise en œuvre

5. Dix projets de coopération bilatérale présentent des retards de mise en œuvre, si l'on tient compte des projets retirés de cette liste par décision du Comité exécutif. Conformément aux procédures d'annulation de projet (Décision 26/2), ils feront l'objet d'un rapport à la 41^{ème} réunion afin d'identifier d'éventuels progrès vers l'élimination des obstacles à l'origine de ces retards. Le Tableau 2 regroupe, par agence bilatérale, les projets avec des retards de mise en œuvre qui devront fournir un rapport mis à jour à la 41^{ème} réunion.

Tableau 2

PROJETS AVEC DES RETARDS DE MISE EN OEUVRE

Code	Agence	Titre du projet
BOL/FOA/28/INV/10	Belgique	Conversion du CFC-11 à une technologie à base de HCFC-141b dans la fabrication de mousse de polyuréthane rigide à Quimica Andina
GEO/FUM/30/TAS/07	Canada	Initiatives de première élimination du bromure de méthyle par la sensibilisation, l'élaboration de politiques et des activités de démonstration/formation
MOL/FUM/30/TAS/06	Canada	Initiatives de première élimination du bromure de méthyle par la sensibilisation, l'élaboration de politiques et des activités de démonstration/formation
LEB/REF/28/TAS/29	France	Problèmes résiduels pour un PGF et préparation d'une stratégie et de projets visant la réduction des émissions de CFC dans les refroidisseurs centrifuges
MOR/REF/32/TAS/42	France	Assistance technique dans l'entreposage frigorifique – Projet de formation et de démonstration
SYR/REF/29/INV/56	France	Réduction des émissions de CFC dans la climatisation centrale
ALG/FOA/32/INV/45	Allemagne	Conversion à la technologie au DCL à SOFTPM, Choupot Oran
ALG/FOA/32/INV/46	Allemagne	Conversion à la technologie au DCL à Matelas Souf
CPR/REF/27/INV/282	Allemagne	Élimination du CFC-11 et du CFC-12 dans la fabrication de réfrigérateurs et de congélateurs domestiques à l'usine de réfrigérateurs China Aerospace Industry Corp. Kunming
CPR/REF/31/TAS/359	Japon	Élaboration d'une stratégie pour l'entretien dans le secteur de la réfrigération

Faits saillants dans les activités bilatérales

6. Sur les 165 projets bilatéraux en cours, 69 portent sur des plans de gestion des frigorigènes ou leurs composantes. On compte 34 projets d'investissement, 15 projets d'assistance technique, 5 projets de formation, 22 projets de préparation, 12 projets de stockage des halons, 6 projets de récupération et de recyclage, un projet de démonstration et un projet de renforcement des institutions.

Australie

7. L'Annexe I contient le texte du rapport périodique de l'Australie. Ce pays met en œuvre actuellement 17 projets dont 16 représentent sa contribution à la stratégie régionale des Pays insulaires du Pacifique, approuvée par le Comité exécutif en janvier 2002. La composante australienne de ces projets vise la formation de techniciens en réfrigération et d'agents de douanes et une assistance dans l'application des règlements sur les SAO. L'activation de la

composante australienne dépend de la préparation de règlements sur les SAO dans chaque pays. Le PNUE a distribué des règlements modèles à chaque pays et un atelier sur les questions liées aux règlements sur les SAO s'est tenu en mai 2002. L'Australie prévoit terminer le programme de formation pour les techniciens en réfrigération en 2004, soit après l'objectif prévu.

Activités qui ne font pas l'objet d'une surveillance continue, ni d'annulation

8. L'autre projet australien en cours de mise en œuvre est le programme national de gestion et de stockage des halons en Inde (IND/HAL/32/INV/281), approuvé en décembre 2000 et mis en œuvre conjointement avec le Gouvernement du Canada. L'Australie et l'Inde ont pris des dispositions pour transférer des fonds vers des activités dont l'Inde a la responsabilité. Des fonds ont été décaissés pour la préparation de la banque de données indienne de l'utilisateur critique des halons. Les activités prévues en 2003 incluent la mise en place d'un groupe consultatif sur la gestion des halons et du système national de gestion des halons, la formation technique des opérateurs et des principaux usagers de la banque de halons et l'élaboration d'activités d'éducation et de sensibilisation.

Ajustements

9. D'après les données des rapports du Comité exécutif, l'Inventaire des projets approuvés du Secrétariat et le rapport périodique, le montant net des contributions bilatérales de l'Australie totalisait 1 208 219 \$US avant la 40^{ème} réunion. La Trésorière a été priée d'ajuster ce montant dans son rapport à la 40^{ème} réunion et le Comité exécutif pourrait en prendre note.

Belgique

10. La Belgique a indiqué que le projet de mousse Quimica Andina, en Bolivie, n'avait fait l'objet d'aucun progrès, ni décaissement. Le projet est surveillé, à titre de projet présentant des retards de mise en œuvre. La Belgique a signalé qu'elle n'avait reçu de la Bolivie aucune information sur le projet depuis le mois d'avril, peut-être à cause de la destruction des bureaux de l'Unité nationale de l'ozone. Il convient de noter que la XIV^{ème} réunion des Parties a constaté la situation de non-respect de la Bolivie dans sa Décision XIV/20.

Canada

11. L'Annexe II contient le texte du rapport périodique du Canada. Ce pays met en œuvre 29 projets bilatéraux dont la plupart sont associés à des plan de gestion de frigorigènes (PGF). Il compte 27 autres projets achevés et un projet annulé. Une fois achevés, les projets canadiens bilatéraux en cours devraient avoir contribué à l'élimination de 316 tonnes PAO. Le Canada met en œuvre des PGF au Bénin, au Belize, en Bolivie, au Chili, à Cuba, en Guyane, à Saint Kitts et Nevis, à Sainte-Lucie et en Uruguay. Le Canada met aussi en œuvre des projets de stockage des halons en Inde (avec l'Australie) et dans les Caraïbes ainsi que des projets sur le bromure de méthyle en Géorgie, au Kenya et en Moldavie.

12. Les activités liées à des PGF ont été retardées au Belize, à Cuba, en Guyane, à Saint Kitts et Nevis, à Sainte-Lucie et en Uruguay. On s'attend à ce que certaines de ces activités soient achevées en 2003.

Activités dans des pays en situation de non-respect

13. Le Canada met en œuvre cinq activités de PGF en Bolivie (BOL/REF/36/INV/17, 19-22). Selon la Décision 31/48, la mise en œuvre d'un PGF doit permettre au pays de se conformer aux mesures de contrôle du Protocole de Montréal par une réduction de 85% de sa consommation de base de CFC d'ici 2007. L'an dernier, la Bolivie était en situation de non-respect (Décision XIV/20). Le Canada a signalé le décaissement de fonds pour l'élaboration de règlements qui devraient être approuvés en 2003 et pour la formation de techniciens en réfrigération. Il a ajouté que le projet de formation des agents de douanes devrait commencer au dernier trimestre de 2003, suite à l'adoption de la législation. Pour les activités de surveillance et de sensibilisation, le Canada a précisé que la Bolivie avait entamé des travaux pour la création d'une banque de données de surveillance et que l'activité de sensibilisation devrait commencer en 2003.

Projets avec des retards de mise en œuvre

14. Deux projets présentent des retards de mise en œuvre et le Comité pourrait exiger un rapport à sa 41^{ème} réunion; il s'agit de projets d'aide technique pour le bromure de méthyle en Géorgie (GEO/FUM/30/TAS/07) et en Moldavie (MOL/FUM/30/TAS/06). Le Canada a indiqué qu'il s'attendait à ce que les deux projets soient achevés avant la 41^{ème} réunion.

Activités qui ne font pas l'objet d'une surveillance continue, ni d'annulation

15. Le projet de formation des agents de douanes en Colombie (COL/REF/35/TRA/52) a été retardé parce que l'agence exécutante du Canada (PNUE) n'avait pas de système en place pour transférer les fonds en Colombie et à cause de problèmes de dotation. Les problèmes de l'agence exécutante semblent réglés et l'achèvement du projet est désormais prévu pour décembre 2004.

16. Le Canada a indiqué que la banque régionale de halons des Caraïbes (LAC/HAL/26/TAS/28) connaissait des retards à cause de changements dans la dotation au sein de son agence exécutante (PNUE). Le bureau régional de cette agence a engagé, par contrat, un consultant pour la mise en œuvre du projet et plusieurs activités sont prévues en 2003, incluant des enquêtes sur les halons, l'interdiction des importations de halons dans chacun des pays, la distribution de pompes de récupération des halons aux pays grands consommateurs, des activités de formation, de sensibilisation du public et un centre d'informations sur les halons dans les Caraïbes.

17. Le Canada met en œuvre un projet de récupération et de recyclage au Chili (CHI/REF/35/TAS/147), approuvé avec plusieurs conditions, notamment, l'application d'une loi sur le contrôle des importations de CFC. Le Canada a indiqué que les conditions d'approbation du projet n'étaient pas encore réunies et ajouté que le projet de loi était prêt mais que le Gouvernement ne semblait pas lui accorder un degré de soutien élevé. Le Canada a informé l'agent du PNUE/ROLAC, responsable de la conformité et de l'application, de la situation et suggéré la visite d'une délégation de haut niveau du PNUE, du Canada et/ou du Secrétariat/Comité exécutif dans le courant de l'année pour contribuer à l'adoption de la loi.

18. Le rapport sur le programme de démonstration pour le bromure de méthyle au Kenya (KEN/FUM/26/DEM/20) est similaire aux trois derniers rapports périodiques depuis l'année 2000, c'est à dire, une réaction lente de l'UNO. Les essais sur le terrain ont encore été retardés d'un an. D'après le rapport, il a été impossible de contacter l'UNO depuis plusieurs mois. Le Canada a indiqué qu'en l'absence de réaction de l'UNO d'ici la 40^{ème} réunion, il aimerait examiner la possibilité d'annuler le projet. Dans l'attente du rapport du Canada à la 40^{ème} réunion, le Comité exécutif pourrait envisager l'annulation de ce projet.

19. Les remarques, contenues dans la banque de données du rapport périodique, sur l'assistance dans l'élaboration des politiques et règlements du PGF à Saint-Kitts (STK/REF/24/TAS/04) indiquent que l'UNO a réagi lentement. Le Canada a précisé qu'il avait reçu dernièrement l'engagement du Gouvernement de mettre en œuvre le projet. Un projet de loi a été préparé toutefois, étant donné que le PGF a été retardé à plusieurs reprises, le Comité exécutif pourrait envisager traiter ce projet comme un projet avec des retards de mise en œuvre.

Ajustements

20. D'après les données des rapports du Comité exécutif, l'Inventaire des projets approuvés du Secrétariat et le rapport périodique, le montant net des contributions bilatérales du Canada totalisait 6 449 438 \$US avant la 40^{ème} réunion. La Trésorière a été priée d'ajuster ce montant dans son rapport à la 40^{ème} réunion et le Comité exécutif pourrait en prendre note.

France

21. L'Annexe III contient le texte du rapport périodique de la France. Ce pays met en œuvre 28 projets bilatéraux. Il compte 47 autres projets achevés et un projet annulé. Sur les 28 projets en cours, 6 sont des projets d'investissement dont 4 projets de réfrigération en Syrie, un projet de réfrigération en Côte d'Ivoire et un projet d'investissement pour le bromure de méthyle au Maroc. Une fois achevés, les projets en cours mis en œuvre par la France auront contribué à l'élimination de 415 tonnes PAO.

22. La France met en œuvre des activités de PGF en République centrafricaine, en Côte d'Ivoire, au Laos et à Madagascar. Les activités de récupération et de recyclage en Iran, au Liban et au Maroc affichent des retards de 4 ans. La France met aussi en œuvre des projets de stockage des halons en Iran, en Syrie (avec l'Allemagne) et en Asie occidentale (avec l'Allemagne).

23. Trois projets bilatéraux français figurent sur la liste des projets avec des retards de mise en œuvre, notamment un projet de réfrigération (assistance technique) au Liban et au Maroc et un projet d'investissement en réfrigération en Syrie.

Ajustements

24. La France a fourni un tableau des ajustements pour ses projets approuvés antérieurement qui totalise les économies réalisées par certains projets et qui pourront être imputer à son programme bilatéral futur. Le tableau suivant indique les ajustements inclus dans les rapports du Comité exécutif et ceux dont il pourrait prendre note à la 40^{ème} réunion.

Tableau 3

Code actuel	Titre du projet	Ajustement PR-2002 (\$US)	Ajustements inclus antérieurement (\$US)	Différence (\$US)
COS/FUM/29/PRP/21	Préparation de projet pour l'élimination du bromure de méthyle utilisé dans la fumigation des céréales	-19 257	0	-19 257
GHA/REF/27/TAS/11	Assistance technique en climatisation	-5 121	0	-5 121
IVC/REF/27/TAS/14	Documentaire sur le trafic de réfrigérateurs usagés	-2 381	0	-2 381
JOR/REF/27/TAS/46	Assistance technique en climatisation	-31 575	0	-31 575
LEB/FOA/19/TAS/07	Préparation de projets et assistance technique	-495	0	-495
LEB/FOA/20/INV/10	Conversion à une technologie sans CFC dans la fabrication de mousse souple moulée à MEUBLE MODE Sarl	-235	0	-235
LEB/FOA/20/INV/12	Conversion à une technologie sans CFC dans la fabrication de mousse souple (plaques) à PLASTIFLEX Sarl	-7 224	0	-7 224
LEB/FOA/20/INV/13	Conversion à une technologie sans CFC dans la fabrication de mousse souple (plaques) à MERZA FOAM Sarl	-950	0	-950
LEB/FOA/20/INV/15	Conversion à une technologie sans CFC dans la fabrication de mousse souple (plaques) à FOMACO Sarl	-2 258	0	-2 258
LEB/REF/23/INV/22	Conversion des installations de production de réfrigération commerciale	-13 443	0	-13 443
MAG/SEV/21/CPG/01	Programme de pays	-3 019	0	-3 019
MAL/SOL/22/TRA/97	Projet de formation sur l'amélioration du procédé sans nettoyage pour les assembleurs électroniques qui ont éliminé le CFC 113	-4 538	a)	-34 538
MAU/SEV/13/CPG/01	Préparation du programme de pays	-2 580	-2 580	0
MAU/SEV/14/INS/02	Proposition de projet de renforcement des institutions	-12 891	0	-12 891
MAU/SEV/14/TRA/03	Formation et sensibilisation du personnel impliqué dans le codage et l'identification des SAO et des matériaux contenant des SAO	-544	0	-544
MLI/FOA/25/PRP/04	Préparation de projet dans le secteur des mousses	-1 000	0	-1 000
SEN/REF/19/PRP/06	Préparation de projets dans les secteurs de l'hôtellerie, des pêches et du recyclage	-248	0	-248
SYR/REF/26/PRP/35	Préparation de projet en réfrigération commerciale	-8 828	0	-8 828
SYR/REF/26/TAS/37	Préparation de projet dans le secteur de la climatisation	-4 018	0	-4 018
THA/SOL/29/TRA/124	Formation sur l'amélioration du procédé sans nettoyage pour les assembleurs électroniques	-2 140	0	-2 140
VIE/REF/20/TAS/12	Assistance technique sur les technologies de remplacement dans l'entreposage frigorifique	-5 500	0	-5 500
Total		-128 245	-2 580	-127 314

25. D'après les données des rapports du Comité exécutif, l'Inventaire des projets approuvés du Secrétariat et le rapport périodique de la France, le montant net des contributions bilatérales de la France totalisait 8 599 455 \$US avant la 40^{ème} réunion. Il faudrait prier la Trésorière d'ajuster ses données pour refléter le montant convenu.

Demande de transfert de projet

26. Les remarques sur le projet d'assistance technique pour la climatisation en Jordanie (JOR/REF/27/TAS/46) indiquent le transfert de ce projet à la Banque mondiale, suite à une entente avec le Gouvernement de Jordanie. Le Comité exécutif pourrait examiner la demande de la France concernant le transfert de ce projet à la Banque mondiale.

Projets avec des retards de mise en œuvre

27. La France compte 3 projets avec des retards de mise en œuvre sur lesquels le Comité pourrait exiger des rapports à la 41^{ème} réunion : un projet de refroidisseurs au Liban (LEB/REF/28/TAS/290), un projet d'entreposage frigorifique au Maroc (MOR/REF/32/TAS/42) et un projet de refroidisseurs en Syrie (SYR/REF/29/INV/56).

Allemagne

28. L'Annexe IV contient le texte du rapport périodique de l'Allemagne. Ce pays met en œuvre 64 projets bilatéraux. Il compte 47 autres projets achevés et deux projets annulés. Sur les 64 projets en cours, 18 sont des projets d'investissement dont 3 projets de mousse en Algérie, un projet de stockage des halons en Algérie, 2 projets de réfrigération en Chine, 2 projets de mousse en Inde, 7 projets de mousse en Iran, un projet d'investissement pour le bromure de méthyle en Jordanie, un projet de réfrigération en Tanzanie et un projet régional de stockage des halons pour les pays de l'Afrique orientale et australe. Une fois achevés, les projets en cours mis en œuvre par l'Allemagne auront contribué à l'élimination de 1 656 tonnes PAO.

29. L'Allemagne met en œuvre des activités de PGF au Botswana, en Égypte, en Éthiopie, en Gambie, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, au Swaziland, en Syrie, en Tanzanie, en Ouganda et au Zimbabwe. En règle générale, la mise en œuvre des activités de PGF de l'Allemagne accuse un retard d'un à trois ans.

30. L'Allemagne dispose de 506 530 \$US en fonds de préparation de projet pour des activités dans les pays suivants, à l'exclusion du projet d'aérosols en Croatie, annulé à la 39^{ème} réunion : Algérie (élimination sectorielle), Cuba (élimination sectorielle), Éthiopie (réfrigération), Lesotho (réfrigération), Ile Maurice (réfrigération), Malawi (réfrigération), Maroc (halons), Mozambique (réfrigération), Namibie (élimination sectorielle), Oman (halons), Papouasie-Nouvelle-Guinée (élimination sectorielle), Seychelles (réfrigération), Swaziland (réfrigération), Tanzanie (réfrigération), Ouganda (réfrigération), Yémen (fumigènes), Zambie (réfrigération) et Zimbabwe (élimination sectorielle). La préparation de projet est retardée d'un an à Oman et de deux ans au Maroc et au Yémen.

Projets avec des retards de mise en œuvre

31. Trois projets bilatéraux allemands figurent sur la liste des projets avec des retards de mise en œuvre; il s'agit du projet de réfrigération Kunming en Chine (CPR/REF/27/INV/282) et des projets de mousse SOFTPM et Matelas Souf LCD en Algérie (ALG/FOA/32/INV/45-46).

Accords pluriannuels

32. L'Allemagne a deux activités de formation dans cadre du plan national d'élimination des CFC au Brésil : formation des agents de douanes (BRA/PHA/37/TRA/260) et formation en réfrigération (BRA/PHA/37/TRA/261). Elle a indiqué que le premier cours de formation pour les formateurs s'est tenu en 2002.

Activités dans des pays en situation de non-respect

33. La Namibie est en situation de non-respect d'après la Décision XIV/22. L'Allemagne met en œuvre un projet d'assistance technique dans ce pays pour élaborer des politiques et des règlements sur les SAO (NAM/REF/26/TAS/06) et un plan national d'élimination des SAO. L'Allemagne a indiqué qu le projet de loi sur les SAO, préparé en 2001, devrait recevoir l'approbation du Cabinet cet été. Elle a précisé que l'accent avait été mis sur la sensibilisation de l'industrie et du public au futur projet de loi qui interdira l'utilisation des SAO et instaurera un système de permis. L'Allemagne s'attend à une diminution des importations.

34. L'Allemagne met en œuvre un projet d'assistance technique en Éthiopie (ETH/REF/26/TAS/06) pour aider ce pays à mettre en place une législation sur les SAO. L'Éthiopie est en situation de non-respect (Décision XIV/34). L'Allemagne mentionnait l'adoption d'un projet de loi dans son rapport périodique de 2001. Elle ajoute que les règlements sur les SAO attendent l'approbation du Parlement et son projet de formation pour les agents de douanes devrait débiter en juin. Les données sur la mise en œuvre du programme de pays de 2002, transmises par l'Éthiopie, indiquent une consommation de 30 tonnes PAO, inférieure à la consommation de référence de 33,8 tonnes PAO. L'Allemagne a signalé qu'avec l'adoption de la législation et le cours de formation pour les agents de douanes, ce pays serait en bonne voie pour atteindre ses futurs objectifs d'élimination.

Activités qui ne font pas l'objet d'une surveillance continue, ni d'annulation

35. Les remarques sur le projet de création d'une banque de stockage des halons en Algérie (ALG/HAL/35/INV/ 51) révèlent que le projet est moins avancé que ne l'indiquait le rapport de l'an dernier, selon lequel les équipements avaient été achetés. Cette année, le rapport périodique mentionne que les équipements sont commandés et les contrats sur le point d'être conclus. Le Comité exécutif pourrait surveiller ce projet à titre de projet avec des retards de mise en œuvre.

36. L'Allemagne met en œuvre un projet de renforcement des institutions en Angola (ANG/SEV/38/INS/03), approuvé en novembre 2002. Ce pays n'a pas respecté l'exigence de déclaration des données pour l'établissement des consommations de référence selon l'article 5 (Décision XIV/16). L'Allemagne a indiqué qu'elle avait appris en janvier 2003 que l'Angola n'avait pas encore déclaré sa consommation de SAO de référence. Après avoir aidé l'UNO à compiler ces données, l'Allemagne a indiqué que les données de consommation de SAO et les données reliées à la consommation de SAO avaient été transmises en février 2003 au Secrétariat de l'ozone à Nairobi. Toutefois, d'après les informations reçues par le Secrétariat de l'ozone en date de mai 2003, l'Angola n'avait pas communiqué ses données de référence mais avait déclaré une consommation de CFC de 105 tonnes PAO pour 2002.

37. Les remarques sur le plan de gestion du stockage des halons dans les pays d'Asie occidentale (AFR/HAL/35/INV/29) révèlent que le travail a commencé et que le projet sera terminé en janvier 2003. Elles mentionnent aussi un retard causé par la guerre en Iraq. Le Comité exécutif pourrait surveiller ce projet à titre de projet avec des retards de mise en œuvre.

38. Dans son rapport, à la 38^{ème} réunion, sur la création d'un projet de réseau national de récupération et de recyclage en Égypte (EGY/REF/29/TAS/75), l'Allemagne a signalé un transfert de fonds vers l'ONUDI pour la mise en œuvre du volet sur les bonnes pratiques de réfrigération. Par ailleurs, la livraison des équipements de récupération et de recyclage était subordonnée à la mise en place des cours sur les bonnes pratiques. En tant qu'agence principale dans ce projet, l'Allemagne devait indiquer l'état du volet sur les pratiques de réfrigération et la date prévue d'achèvement des cours. En attendant la réponse de l'Allemagne au Secrétariat, le Comité exécutif pourrait surveiller ce projet à titre de projet avec des retards de mise en œuvre.

39. Les remarques sur la préparation de projet/l'assistance technique dans le secteur des halons à Oman (OMA/HAL/34/PRP/03) sont identiques à celles du rapport périodique de 2002. Nous constatons un décaissement de 12 240 \$US sur le montant de 17 000 \$US approuvé pour la préparation de projet mais Oman veut maintenant que la Banque mondiale prépare le stockage des halons et la Banque a demandé des fonds de préparation du projet. L'Allemagne a indiqué que ses travaux de préparation seraient utilisés par la Banque mondiale pour mettre sur pied le stockage des halons.

40. Dans son rapport, à la 38^{ème} réunion, sur le projet de réseau national de récupération et de recyclage en Syrie (SYR/REF/30/TAS/59), l'Allemagne a signalé un transfert de fonds vers le PNUE pour la mise en œuvre des bonnes pratiques de réfrigération. Par ailleurs, la livraison des équipements de récupération et de recyclage était subordonnée à la mise en place des cours sur les bonnes pratiques. En tant qu'agence principale dans ce projet, l'Allemagne devait indiquer l'état du volet sur les pratiques de réfrigération et la date prévue d'achèvement des cours. En attendant la réponse de l'Allemagne au Secrétariat, le Comité exécutif pourrait surveiller ce projet à titre de projet avec des retards de mise en œuvre.

41. L'Allemagne met en œuvre un projet pour aider la Tanzanie dans l'élaboration de politiques et de règlements (URT/REF/26/TAS/12). Elle a indiqué l'an dernier que la réglementation sur les SAO faisait partie de la Loi sur la gestion des taxes de douanes et de transfert en Afrique orientale pour le projet de politique et de réglementation en Tanzanie (URT/REF/26/TAS/12). Cette année, les remarques portent sur la formation en réfrigération qui n'est pas une composante du projet. Puisque la réglementation était en place l'an dernier lors du décaissement de 60% des fonds approuvés de 45 000 \$US, cette année, avec le décaissement de 82% des fonds, le Secrétariat a demandé le remboursement du solde (8 243 \$US). L'Allemagne a indiqué que la formation sur la réfrigération se poursuivait mais elle met en œuvre les PGF de 14 pays africains dans un autre projet (GLO/REF/26/TAS/172) qui inclut la Tanzanie et englobe, entre autres, la formation des techniciens en réfrigération. Le Comité exécutif pourrait demander à l'Allemagne le remboursement du solde des fonds pour ce projet.

42. Dans son rapport périodique de 2001 sur le projet d'assistance technique au Zimbabwe (ZIM/REF/26/TAS/15), l'Allemagne signalait que la réglementation sur les SAO avait été élaborée dans le cadre de la loi sur les substances et les articles dangereux. Avec le décaissement

de 91% des 45 000 \$US approuvés pour ce projet, le Secrétariat a demandé le remboursement du solde des fonds approuvés (4 015 \$US). L'Allemagne n'a pas répondu. Le Comité exécutif pourrait demander à l'Allemagne le remboursement du solde des fonds pour ce projet.

43. Les activités suivantes de préparation de la mise à jour des PGF, approuvées à la 37^{ème} réunion en juillet 2002, sont retardées dans l'attente de l'achèvement des activités des PGF en cours, prévu entre septembre 2003 et avril 2004, tel qu'indiqué ci-dessous :

- Mozambique (MOZ/REF/37/PRP/09) août 2003
- Préparation de projet pour une mise à jour du plan de gestion des frigorigènes en Ouganda (UGA/REF/37/PRP/09) août 2003
- Préparation de projet pour une mise à jour du plan de gestion des frigorigènes en Tanzanie (URT/REF/37/PRP/15) avril 2004
- Préparation de projet pour un plan de gestion de l'élimination finale des SAO au Zimbabwe (ZIM/PHA/37/PRP/25) septembre 2003.

44. Pour les projets suivants, les remarques sont identiques à celles du rapport périodique de 2001. L'Allemagne a été priée de fournir une mise à jour. En l'absence d'informations nouvelles, le Comité exécutif pourrait surveiller ces projets à titre de projets avec des retards de mise en œuvre :

- Création d'une banque régionale des halons pour les pays de l'Afrique orientale et australe (Botswana, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Namibie, Tanzanie et Zimbabwe) (AFR/HAL/35/INV/29)
- Mise en œuvre de PGF dans 14 pays à faible volume de consommation en Afrique orientale et australe (GLO/REF/26/TAS/172)
- Projet de récupération et de recyclage au Kenya (KEN/REF/28/TAS/24)

Ajustements

45. L'Allemagne a indiqué qu'un montant de 81 000 \$US pourrait être imputé à des approbations futures pour le projet de bromure de méthyle en Égypte (EGY/FIM/26/DEM/69). Cette compensation, déjà signalée par l'Allemagne, n'avait pas été incluse dans les rapports du Comité exécutif. Le Comité exécutif pourrait prendre note de l'ajustement à la 40^{ème} réunion, en indiquant qu'il devrait être appliqué à des approbations futures.

46. D'après les données des rapports du Comité exécutif, l'Inventaire des projets approuvés du Secrétariat et le rapport périodique, le montant net des contributions bilatérales de l'Allemagne totalisait 21 254 824 \$US avant la 40^{ème} réunion. Il faudrait prier la Trésorière d'ajuster ses données pour refléter le montant convenu.

Israël

47. L'Annexe V contient le texte du rapport périodique Israël. Ce pays compte un projet bilatéral, un atelier sur le bromure de méthyle (GLO/FUM/37/TRA/240), achevé en décembre 2002. Israël a remis un rapport détaillé sur cette activité dans son rapport périodique ainsi

qu'une banque de données contenant les informations requises. D'après les données, aucune somme n'a été décaissée en 2002, sur le montant de 98 300 \$US approuvé pour le projet, mais un décaissement de 33 229 \$US est prévu en 2003. Israël a précisé que même si les activités du projet étaient entièrement terminées, le ministère de l'Environnement n'avait pas encore remis les fonds à l'agence locale qui avait assumé l'organisation de l'atelier. Donc, les dépenses prévues pour 2003 représentent la totalité du coût de l'atelier et seront versées en cours d'année par le ministère de l'environnement à l'agence locale. Israël a ajouté que le ministère de l'environnement prévoit rembourser le solde du budget du projet au Fonds multilatéral, après les derniers versements finals du projet.

Italie

48. L'Annexe VI contient le texte du rapport périodique de l'Italie. Ce pays met en œuvre 7 projets d'investissement qui, une fois achevés, élimineront 440 tonnes PAO. L'Italie achèvera son projet de réfrigération en Yougoslavie en 2003, ses 4 projets de mousse en Inde en 2004, son projet de réfrigération en Chine en 2005 et son projet d'investissement dans le bromure de méthyle en Roumanie en 2005.

Japon

49. L'Annexe VII contient le texte du rapport périodique du Japon. Ce pays met en œuvre 9 projets et compte 5 autres projets déjà achevés. Sur les 9 projets japonais en cours, 4 sont des projets d'investissement : un projet de réfrigération en Chine, 2 projets de mousse en Indonésie et un projet de mousse au Nigeria. Une fois achevés, les projets japonais en cours devraient entraîner l'élimination de 149 tonnes PAO.

Projets avec des retards de mise en œuvre

50. Le Japon compte un projet avec des retards de mise en œuvre qui pourrait devoir fournir un rapport à la 41^{ème} réunion ; il porte sur le développement d'une stratégie pour l'entretien dans le secteur de la réfrigération en Chine (CPR/REF/31/TAS/359).

Projets achevés avec soldes

51. Le Japon a indiqué que la préparation de projet dans le secteur des solvants en Chine (CPR/SOL/29/PRP/307) s'était achevée en décembre 2000. En tenant compte du décaissement de 12 000 \$US, annoncé par le Japon pour 2003, il reste un solde de 35 739 \$US. Le Comité exécutif pourrait demander au Japon de déclarer ce projet comme projet achevé avec solde.

Pologne

52. La Pologne met en œuvre un projet de formation des agents de douanes au Viet Nam (VIE/REF/34/TAS/37). Son rapport à la 38^{ème} réunion faisait état de retard dans le projet parce que le versement des contributions bilatérales de la Pologne était retardé en raison de problèmes dans le budget national mais la contribution était confirmée et le BNUN l'a reçue en mars 2002. En avril 2003, le Secrétariat a demandé un rapport périodique sur les autres activités menées en 2002. La Pologne a indiqué qu'elle ne disposait d'aucune information nouvelle. Toutefois,

l'achèvement du projet était prévu en janvier 2003. Étant donné les retards additionnels mentionnés et puisque le projet ne semble pas s'être achevé en janvier 2003, le Comité exécutif pourrait surveiller ce projet à titre de projet avec des retards de mise en œuvre.

Suède

53. L'Annexe VIII contient le texte du rapport périodique de la Suède. Ce pays met en œuvre 5 projets et compte deux projets déjà achevés. Les projets en cours incluent : un plan de gestion des frigorigènes au Laos, un plan d'élimination des CFC aux Philippines, un plan de stockage des halons en Thaïlande, un projet d'assistance technique dans la région Asie-Pacifique et une préparation de projet en Croatie; il est à noter que la Banque mondiale est l'agence principale dans les projets aux Philippines et en Thaïlande

Accord pluriannuel

54. La Suède et la Banque mondiale sont les agences d'exécution du plan national d'élimination des CFC aux Philippines (PHI/PHA/38/TAS/68). La Suède est responsable des activités d'assistance technique. Elle a signalé la tenue d'une mission de révision des plans de mise en œuvre en février 2003 et l'embauche d'un consultant en avril 2003. Un atelier régional sur la mise en œuvre des plans nationaux d'élimination des CFC pour la région de l'Asie du Sud-Est s'est déroulé en décembre 2002. La gestion du projet devait être mise en place en mai 2003.

Activités qui ne font pas l'objet d'une surveillance continue, ni d'annulation

55. La Suède a mis en œuvre les volets d'assistance technique du projet de stockage des halons en Thaïlande (THA/HAL/29/TAS/120). Elle a indiqué qu'elle avait transféré les fonds de ce projet à la Banque mondiale en mai 2001. Elle a constaté des retards dans le recrutement de consultants nationaux et internationaux pour ce projet, surtout à cause du temps nécessaire pour identifier le candidat qualifié mais la sélection du consultant national devait être terminée en mai 2003. Tel qu'indiqué dans les observations du Secrétariat sur le rapport périodique de la Banque mondiale (UNEP/OzL.Pro/ExCom/40/18), aucune élimination n'a été signalée et la consommation de la Thaïlande (500 tonnes PAO) en 2001 dépassait sa consommation de base (272 tonnes PAO). Il est recommandé de poursuivre la surveillance du projet de la Banque mondiale, à titre de projet avec des retards de mise en œuvre.

Royaume-Uni

56. Le Royaume-Uni met en œuvre un projet de prêt à des conditions de faveur au Mexique (MEX/REF/28/INV/95). D'après la banque de données du rapport périodique, transmise par le Royaume-Uni, le projet s'est achevé en avril 2002.

57. Le projet avait été approuvé à la condition que les fonds remboursés au Fonds multilatéral durant la première phase du projet seraient mis à la disposition du Comité exécutif pour réutilisation dans les trois ans qui suivront l'approbation du projet et qu'ils serviront, selon la décision du Comité exécutif, soit à financer une deuxième phase d'acquisition de refroidisseurs au Mexique, soit à d'autres projets particuliers d'élimination de SAO dans ce pays (Décision 28/32). Le Secrétariat a demandé au Royaume-Uni si le montant de 500 000 \$US,

approuvé par le Fonds multilatéral à titre de contribution bilatérale du Gouvernement du Royaume-Uni, avait été pleinement remboursé par les entreprises bénéficiaires. Le Royaume-Uni a indiqué que la première tranche de 500 000 \$US n'avait pas encore été pleinement remboursée par le Gouvernement mexicain parce que les entreprises disposent de 3 ans pour rembourser les prêts, ce qui leur donne suffisamment de temps pour tirer des profits économiques des économies énergétiques. Il a souligné aussi que tous les paiements prévus jusqu'à présent avaient été faits à temps et en totalité. Le Royaume-Uni a remis un rapport périodique détaillé (voir Annexe IX) dans le cadre d'une demande de fonds pour la seconde phase du projet. Cette demande sera examinée par le Sous-comité sur l'examen des projets.

RECOMMANDATION

Le Sous-comité de la surveillance, de l'évaluation et des finances pourrait recommander au Comité exécutif :

1. De prendre note, avec gratitude, des rapports périodiques remis par les Gouvernements de l'Australie, de la Belgique, du Canada, de la France, de l'Allemagne, d'Israël, de l'Italie, du Japon, de la Pologne, de la Suède et du Royaume-Uni.
2. De prier les Gouvernements de la Finlande et de la Suisse de remettre un rapport périodique à la 41^{ème} réunion du Comité exécutif.
3. De prendre note des ajustements apportés par la Trésorière, avant la 40^{ème} réunion, à la valeur totale nette des contributions bilatérales de l'Australie et du Canada (respectivement 1 208 219 \$US et 6 449 438 \$US), d'après les données des rapports périodiques qui correspondent à celles de l'Inventaire des projets approuvés du Secrétariat.
4. De prier les Gouvernements du Canada, de la France, de l'Allemagne et du Japon de remettre un rapport sur les projets avec des retards de mise en œuvre, à la 41^{ème} réunion du Comité exécutif.
5. D'annuler le programme de démonstration pour le bromure de méthyle au Kenya (KEN/FUM/26/DEM/20), mis en œuvre par le Canada, dans l'attente d'un rapport sur l'état du projet à la 40^{ème} réunion.
6. De surveiller les projets suivants à titre de projets avec des retards de mise en œuvre et de prendre note de leurs progrès lents :
 - a) Assistance dans l'élaboration de politiques et de règlements à St. Kitts et Nevis (STK/REF/24/TAS/04), avec mise en œuvre canadienne;
 - b) Stockage des halons en Algérie (ALG/HAL/35/INV/51), avec mise œuvre allemande;

- c) Plan de gestion du stockage des halons en Asie occidentale (AFR/HAL/35/INV/29), avec mise en œuvre allemande;
 - d) Projet national de récupération et de recyclage en Égypte (EGY/REF/29/TAS/75), avec mise en œuvre allemande;
 - e) Projet national de récupération et de recyclage en Syrie (SYR/REF/30/TAS/59), avec mise en œuvre allemande;
 - f) Création d'une banque régionale des halons pour les pays de l'Afrique orientale et australe (Botswana, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Namibie, Tanzanie et Zimbabwe) (AFR/HAL/35/INV/29), avec mise en œuvre allemande;
 - g) Mise en œuvre de PGF pour 14 pays à faible volume de consommation en Afrique orientale et australe (GLO/REF/26/TAS/172), avec mise en œuvre allemande;
 - h) Projet de récupération et de recyclage au Kenya (KEN/REF/28/TAS/24), avec mise en œuvre allemande;
 - i) Projet de formation des agents de douanes au Viet Nam (VIE/REF/34/TAS/37), avec mise en œuvre polonaise.
7. D'imputer les 127 314 \$US d'économies réalisées par les projets aux approbations futures du Gouvernement de la France au titre de la coopération bilatérale, de la manière suivante :
- a) 19 257 \$US de la préparation du projet pour l'élimination du bromure de méthyle utilisé dans la fumigation des céréales au Costa Rica (COS/FUM/29/PRP21);
 - b) 5 121 \$US du projet d'assistance technique pour la climatisation (GHA/REF/27/TAS/11);
 - c) 2 381 \$US du documentaire sur le trafic de réfrigérateurs usagés en Côte d'Ivoire (IVC/REF/27/TAS/14);
 - d) 31 575 \$US du projet d'assistance technique pour la climatisation en Jordanie (JOR/REF/27/TAS/46);
 - e) 495 \$US de la préparation du projet et de l'assistance technique au Liban (LEB/FOA/19/TAS/07);
 - f) 235 \$US du projet de conversion à une technologie sans CFC dans la fabrication de mousse souple moulée à Meuble Mode Sarl au Liban (LEB/FOA/20/INV/10);
 - g) 7 224 \$US du projet de conversion à une technologie sans CFC dans la fabrication de mousse souple (plaques) à Plastiflex Sarl au Liban (LEB/FOA/20/INV/12);

- h) 950 \$US du projet de conversion à une technologie sans CFC dans la fabrication de mousse souple (plaques) à Merza Foam Sarl au Liban (LEB/FOA/20/INV/13);
 - i) 2 258 \$US du projet de conversion à une technologie sans CFC dans la fabrication de mousse souple (plaques) à Fomaco Sarl au Liban (LEB/FOA/20/INV/15);
 - j) 13 443 \$US du projet de conversion des installations de production de réfrigération commerciale au Liban (LEB/REF/23/INV/22);
 - k) 3 019 \$US de la préparation du programme de pays à Madagascar (MAG/SEV/21/CPG/01);
 - l) 4 538 \$US du projet de formation pour améliorer le procédé sans nettoyage pour les assembleurs électroniques qui ont éliminé le CFC-113 en Malaisie (MAL/SOL/22/TRA/97);
 - m) 12 891 \$US du projet de renforcement des institutions en Mauritanie (MAU/SEV/14/INS/02);
 - n) 544 \$US du projet de formation et de sensibilisation du personnel impliqué dans le codage et l'identification des SAO et des matériaux contenant des SAO en Mauritanie (MAU/SEV/14/TRA/03);
 - o) 1 000 \$US de la préparation du projet dans le secteur des mousses au Mali (MLI/FOA/25/PRP/04);
 - p) 248 \$US de la préparation de projets dans les secteurs de l'hôtellerie, des pêches et du recyclage au Sénégal (SEN/REF/19/PRP/06);
 - q) 8 828 \$US de la préparation du projet dans la réfrigération commerciale en Syrie (SYR/REF/26/PRP/35);
 - r) 4 018 \$US de la préparation du projet dans le secteur de la climatisation en Syrie (SYR/REF/26/TAS/37);
 - s) 2 140 \$US du projet de formation pour améliorer le procédé sans nettoyage pour les assembleurs électroniques en Thaïlande (THA/SOL/29/TRA/124); et
 - t) 5 500 \$US du projet d'assistance technique sur les technologies de remplacement dans l'entreposage frigorifique au Viet Nam (VIE/REF/20/TAS/12).
8. De prier la Trésorière de ramener le montant total de l'assistance bilatérale de la France jusqu'à la 39^{ème} réunion, à 8 592 195 \$US d'après les données du rapport périodique de la France qui correspondent à celles de l'Inventaire des projets approuvés du Secrétariat.
9. De prendre note du transfert de fonds entre la France et la Banque mondiale dans le projet d'assistance technique pour la climatisation en Jordanie (JOR/REF/27/TAS/46).

10. De prier le Gouvernement de l'Allemagne de rembourser le solde des fonds du projet destiné à fournir de l'assistance dans l'élaboration des politiques et réglementations en Tanzanie (URT/REF/26/TAS/12) et au Zimbabwe (ZIM/REF/26/TAS/15).
11. D'imputer les 81 000 \$US du projet de bromure de méthyle en Égypte (EGY/FUM/26/DEM/69) aux approbations futures du Gouvernement de l'Allemagne, au titre de la coopération bilatérale.
12. De prier la Trésorière de ramener le montant total de l'assistance bilatérale de l'Allemagne jusqu'à la 39^{ème} réunion à 21 254 824 \$US d'après les données du rapport périodique de l'Allemagne qui correspondent à celles de l'Inventaire des projets approuvés du Secrétariat.
13. De prier le Gouvernement du Japon de faire rapport, à la 41^{ème} réunion, sur la préparation de projet dans le secteur des solvants en Chine (CPR/SOL/29/PRP/307) dans le cadre des projets achevés avec soldes.

Annex I

PROGRESS REPORT OF AUSTRALIA

BILATERAL AGENCIES PROGRESS REPORT - AUSTRALIA

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

As at 31 December 2002, the Executive Committee has approved 26 activities as bilateral contributions from the Government of Australia to the Multilateral Fund. Of the US\$ 1 172 339 approved*, US\$ 642 428 has been disbursed including completed projects. The remainder of the approved funding relates to projects approved in 2000 and 2002. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

<u>Year</u>	<u>Amount (US dollars)**</u>
1992	34 974
1993	4 317
1994	66 800
1995	120 896
1996	423 652
1997	0
1998	0
1999	0
2000	245 700
2001	290 413
2002	276 000
TOTAL	1 559 144

** Adjusted for the return of unutilised funds.

B. Summary Data by Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

Under the Secretariat's classification system, Australia's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved * (US dollars)
Country Programmes	-	-
Demonstration Projects	2	423,652
Institutional Strengthening	-	-
Investment Projects	1	245 700
Project Preparation	-	-
Technical Assistance	20	687 309
Training	3	106 091
TOTAL	26	1 559 144

* Adjusted amount - includes any adjustments for unutilised funds.

II. Project Completions since Last Report

VIE/REF/20/DEM/14: Demonstration project CFC recycling and emissions reduction in the commercial refrigeration sector

Awaiting report from UNDP.

III. Global and Regional Project Highlights

N/A

IV. Completed and Ongoing Projects

All of the Government of Australia's bilateral activities are considered non-investment projects with the exception of *National Halon Management and Banking Programme:IND/HAL/32/INV/281* which is expected to phase out 213.6 ODP-weighted metric tonnes (Australian contribution).

Of the 26 approved activities, the Government of Australia has completed 7 and 17 are classified as ongoing. 16 of Australia's ongoing projects consist of Australia's contribution to the Pacific Island Countries Regional Strategy approved by the Executive Committee in January 2002. 1 project, *Replacement of methyl bromide with non- ozone depleting substances in grain storage: KEN/FUM/21/DEM/12* was cancelled at the 30th Meeting of the Executive Committee and the undisbursed balance of US\$91 869 was returned for reprogramming on 29 June 2000. A Project Cancellation Report was submitted to the 32nd Meeting of the Executive Committee. Another project, *Implementation of the RMP: Programme for the recovery and recycling of CFC 12 refrigerant: VIE/REF/34/TAS/34* was transferred to UNDP for implementation as Australia could not reach agreement with UNDP on implementation modalities.

Brief progress reports on the Government of Australia's 17 ongoing investment activities are provided below. Those projects that collectively consist of

IND/HAL/32/INV/281: National Halon Management and Banking Programme

The 32nd Meeting of the Executive Committee approved IND/HAL/32/INV/281 in December 2000. This project is being implemented jointly with the Government of Canada.

Australia and India have signed an arrangement on procedures for Australia to make contributions towards those project elements for which India has responsibility. India has opened a bank account for receipt of Australian funds and Australia will commence disbursements upon completion of agreed milestones.

The project consultant has completed costed work programmes for the implementation of the project, and has instructed Partner Country Authorities on the preparation of India's halon Critical User Database. First disbursements for this project occurred in 2002. As at 31 December 2002, US\$33 950 had been disbursed.

It is anticipated that the following activities will be completed in 2003:

- Establishment of a the Halon Critical Users Database;
- Establishment of the Halon Management Group/ Advisory Forum;
- Establishment of the National Halon Banking Operation;
- Technical training for halon bank operators and major halon users; and
- Development of Public and Technical Personnel Education and Awareness Activities.

FSM/REF/36/TAS/01; FSM/REF/36/TAS/02; KIR/REF/36/TAS/02; KIR/REF/36/TAS/03;
MAS/REF/36/TAS/02; MAS/REF/36/TAS/04; SOI/REF/36/TAS/02; SOI/REF/36/TAS/04;
TON/REF/36/TAS/01; TON/REF/36/TAS/03; TTR/REF/36/TAS/01; TTR/REF/36/TAS/02;

TUV/REF/36/TAS/02; TUV/REF/36/TAS/04; VAN/REF/36/TAS/02; VAN/REF/36/TAS/04: Regional Strategy for the Implementation of the Montreal Protocol in Pacific Island Countries.

The 36th Meeting of the Executive Committee approved the *Regional Strategy for the Implementation of the Montreal Protocol in Pacific Island Countries* in March 2002. This project is being jointly implemented by Australia and UNEP. The project is due to be completed by 2005.

Australia is responsible for the following components of this project:

- training programme for refrigeration technicians including MAC recovery and recycling equipment; and
- assistance for enforcing ODS regulations and training programme for customs officers.

These components are scheduled to commence post-31 December 2002 and are dependent upon the preparation of ODS regulations by each country. In that regard, UNEP has advised that model regulations have been circulated to each country participating in the strategy during 2002. Additionally, issues for each country to consider in the preparation of regulations were considered during the first thematic workshop conducted in Fiji during May 2002.

It is anticipated that the training programme for refrigeration technicians will be completed in 2003. The milestone “training programme for customs officers” is dependant upon each participating country implementing appropriate regulations. This is not expected to occur in time to permit the milestone to be met in 2003. This activity is planned to continue through to 2004.

VIE/REF/20/DEM/14: Vietnam Refrigerant Recovery/Recycling Project

Australia’s 2001 Bilateral Agencies Progress Report reported that several refrigerant analysers had broken down. These analysers have subsequently been either replaced with new equipment or repaired under warranty. The monitoring phase of this project was completed in 2001, and Vietnam has signed the handover protocol concluding the project. A Project Completion Report is currently being prepared.

V. Status of Project Preparation, by country

N/A

VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)

A. Adjustments

The project Replacement of methyl bromide with non ozone depleting substances in grain storage: KEN/FUM/21/DEM/12 was cancelled. The balance remaining in the project was returned to the MLF for reprogramming on 29 June 2000.

The project Implementation of the RMP: Programme for recovery and recycling of CFC-12 refrigerant: VIE/REF/34/TAS/34 was transferred back to UNDP after agreement could not be reached between UNDP and Australia regarding implementation of this project.

B. Other Issues

N/A

Annex II

PROGRESS REPORT OF CANADA

2002 Status on Canada's Bilateral Activities

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

As of December 31st 2002, the Executive Committee has approved 57 activities as bilateral contribution from the Government of Canada to the Multilateral Fund. Of the US \$ 6,449,438 approved as bilateral contributions from Canada, US \$ 4,375,095 has been disbursed including completed projects. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount*
1993	\$649,500.00
1994	\$536,270.00
1995	\$50,000.00
1996	\$762,685.00
1997	\$853,950.00
1998	\$548,710.00
1999	\$727,040.00
2000	\$917,251.00
2001	\$878,582.00
2002	\$525,450.00
TOTAL	\$6,449,438.00

*Adjusted for the return of unutilized funds

B. Summary Data by type (CPG, DEM, INS, INV,PRP, TAS,TRA)

According to the Secretariat's classification system, Canada's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)*
Country Programmes		
Demonstration Projects	3	\$562,000
Institutional Strengthening		
Investment Projects	6	\$524,520
Project Preparation	2	\$31,075
Technical Assistance	26	\$3,550,761
Training	20	\$1,781,082
TOTAL	57	\$6,449,438

*Adjusted for the return of unutilised funds

II. Project Completion's Since Last Report

Since the last progress report, Canada has financially completed 9 projects.

III. Global and Regional Project Highlights

n/a

IV. Completed and On-going Projects

Of the 57 activities approved to date, 27 have been completed, one closed and the remaining 29 are on-going.

V. Status of Project preparation, by country

The preparation for an RMP update for St. Lucia was approved at the 35th meeting of the Executive Committee. The preparation of the update is completed, but St. Lucia and Canada have decided to wait until additional data is collected on St. Lucia's CFC recovery and recycling rates before submitting the project, in case such information might lead to the redefinition of the existing project proposal. It is expected that the proposal will be submitted at the 41st meeting of the Executive Committee.

VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)

n/a

Annex I Country Developments

During 2002, progress was undertaken in the implementing Refrigerant Management Plans (RMPs) in Belize, Benin, Chile and Cuba, finalizing customs training in Antigua and Barbuda, Burkina Faso, St. Lucia and Uruguay, and initiating the CFC Terminal Phase Out Plan in Jamaica (in collaboration with UNDP) and the Halon Bank Management Plan in India (in cooperation with Environment Australia). The following include some special achievements in a few of these countries.

Belize: Adoption of the licensing system and training of customs officers

While in 2001, Belize's CFC consumption was above its baseline, in 2002, the country adopted national legislation establishing an ODS licensing system, quota provisions for certain ODS and bans on the importation of ODS-using equipment.

The legislation is very comprehensive with the principal provisions effective from January 2003 (although the bans on the import of ODS-using equipment will only come into effect on January 1, 2004). Due to the implementation and enforcement of this legislation, Belize will be in compliance with the Montreal Protocol 2005 and 2007 targets for CFCs and will achieve a complete phase-out of CFC consumption by January 2008. The RMP contributed to Belize's efforts by holding a stakeholder consultation workshop prior to the adoption of the legislation, financing legal experts to draft the legislation and initiating the training of customs officers on the implementation of the legislation.

Cuba: Implementation of the RMP

Implementation of Cuba's RMP was nearing completion in 2002, with the training of 920 technicians already undertaken and the implementation of a CFC recovery and recycling project for the mobile air conditioning (MAC) sector. A project mission in early 2003 confirmed that new technicians were continually being trained in good practices, while the MAC machines provided were being used mostly to recover, recycle and re-use CFCs from bus and train air conditioners. A successful Train-the-Trainer Customs Training workshop was also held in May 2002, with the assistance of an international expert and an Environment Canada customs and enforcement expert. To date, Cuba has trained over 50 Customs officers and intends on training and additional 150 in 2003.

India: Initiation of a Halon Bank Management Plan

In cooperation with Environment Australia, progress was undertaken in implementing India's Halon Bank Management Plan, including the formation of a Halon Management Group in the country, initiating development of a halon user database, procurement of halon recycling and reclamation equipment and construction of a facility in India to house the recycling and reclamation plant. Commissioning of the halon recycling and reclamation plant, together with associated operator training is scheduled to take place in May 2003. It should be noted that India has committed itself to banning the production and import of new halon 6 month following the installation of the plant.

Annex III

PROGRESS REPORT OF FRANCE

**RAPPORT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES BILATERALES DE
LA FRANCE DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE MONTREAL A LA DATE
DU 31 DECEMBRE 2002**

I. Approbation de projets et décaissements:

A. Données annuelles:

Le Comité Exécutif a approuvé 77 activités comme contributions bilatérales du Gouvernement français au Fonds Multilatéral. Sur les 8 146 102* dollars US approuvés au 31 décembre 2002, 3 957 314 dollars US ont été décaissés, y compris les activités achevées. La répartition sur la base des contributions bilatérales est comme suit:

<u>Année</u>	<u>Montant en US dollars(*)</u>
1994	220 767
1995	139 505
1996	1 129 542
1997	1 649 851
1998	509 804
1999	2 653 114
2000-2002	1 843 519
Total	8 146 102

* Montants ajustés par rapport aux fonds non décaissés.

B. Classification des contributions par type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

Selon le système de classification du Secrétariat, les activités bilatérales de la France sont réparties selon les types suivants de projets:

Type	Nombre de Projets	Montants approuvés(*) (US dollars)
Programmes de pays (CPG)	3	97 787
Projets de démonstration (DEM)	0	0
Renforcement Institutionnel (INS)	1	25 983
Projets d'investissement (INV)	18	3 826 054
Préparation de projets (PRP)	13	291 167
Assistance technique (TAS)	29	3 083 701
Formation (TRA)	13	821 410
TOTAL	77	8 146 102

* Montants ajustés par rapport aux fonds non décaissés.

II. Projets complétés et/ou annulés depuis le dernier rapport:

Depuis le dernier rapport de progression des projets, le Gouvernement français a achevé les projets suivants:

Référence du projet	Titre du projet	Remarques
IRA/REF/24/INV/34	Conversion à des technologies non-CFC de 4 producteurs de voitures et wagons	Rapport d'achèvement à soumettre
IRA/SOL/28/INV/48	Conversion à une technologie non-SAO sur le site d'Iran Dorchakh	Rapport d'achèvement à soumettre
JOR/REF/27/TAS/46	Assistance technique dans les chillers	La Jordanie a soumis son plan d'élimination totale de CFC. Donc ce projet est sans suite.
CPR/SOL/29/PRP/32 7	Préparation de projets dans le secteur des solvants	Préparation achevée. Attente de la confirmation du gouvernement chinois avant soumission
VIE/REF/28/INV/22	Assistance technique dans le secteur des Chillers chez VINATEX	Rapport d'achèvement à soumettre
AFR/REF/32/TAS/26	Modernisation des équipements frigorifique dans l'UEMOA	Rapport en circulation dans les pays pour commentaires éventuels avant soumission à la 41 ^{ème} réunion du Comité Exécutif
THA/SOL/29/TRA/12 4	Formation dans les industries de la sous-traitance électronique à l'utilisation des technologies sans nettoyage	Rapport d'achèvement à soumettre

III. Remarques sur les projets globaux et régionaux:

Référence du projet	Titre du projet	Remarques
ASP/ASP/HAL/28/ TAS/29	Préparation d'un programme régionale de banque de halons concernant 4 pays (Bahrain, Liban, Qatar et Yémen)	Les équipements ont été acquis et sont en cours d'installation

IV. Projets complétés et en cours (INV, TAS et TRA):

A la date du 31 décembre 2002, 77 activités bilatérales ont été approuvées. L'état d'avancement de ces projets est comme suit :

INV : 18 projets d'investissement ont été approuvés.

- 8 projets achevés avant 2002,
- 3 Projets achevés en 2002;
- 6 Projets en cours : 5 projets en 1999 et 1 projet en 2002 ;
- Projet annulé : 1 projet a été annulé (ASP/MAL/SOL/18/INV/78).

TAS : 29 projets de ce type ont été approuvés.

- 2 projets achevés en 2002,
- 9 Projets achevés avant 2002;
- 18 projets en cours : 3 en 1997, 2 en 1998, 3 en 1999 et 10 en 2000-2002,

TRA : 13 projets de ce type ont été approuvés :

- 1 projet achevé en 2002,
- 8 projets achevés avant 2002,
- 4 projets en cours : 2 approuvés en 1999 et 2 en 2000-2002,

V. Rapport d'état d'avancement des projets de préparation par pays:

13 projets de préparation de projets ont été approuvés :

- 1 projet achevé en 2002,
- 11 projets ont été achevés : avant 2001,
- 1 projet en cours approuvé en 2000-2002,

VI. Aspects administratifs (ajustements et autres aspects)

Les ajustements demandés ainsi que les projets correspondant se trouvent dans le tableau ci-dessous :

Code projet	Montant ajustement en USD
COS/FUM/29/PRP/21	19 257
GHA/REF/27/TAS/11	5 121
IVC/REF/27/TAS/14	2 381
JOR/REF/27/TAS/46	31 575
LEB/FOA/19/TAS/07	495
LEB/FOA/20/INV/10	235
LEB/FOA/20/INV/12	7 224
LEB/FOA/20/INV/13	950
LEB/FOA/20/INV/15	2 258
LEB/REF/23/INV/22	13 443
MAG/SEV/21/CPG/01	3 019
MAL/SOL/22/TRA/97	4 538
MAU/SEV/13/CPG/01	2 580
MAU/SEV/14/INS/02	12 891
MAUV/SEV/14/TRA/03	544
MLI/FOA/25/PRP/04	1000
SEN/REF/19/PRP/06	248
SYR/REF/26/PRP/35	8 828
SYR/REF/26/TAS/37	4 018
THA/SOL/29/TRA/124	2 140
VIE/REF/20/TAS/12	5 500
TOTAL	128 245

Annexe I Remarques sur l'exécution des Programmes de pays et du projet de renforcement institutionnel:

A. Programme de pays:

3 préparations de programmes de pays ont été approuvées :

- 2 achevés en 1995 (Mauritanie et Vietnam),
- 1 achevé en 1999 (Madagascar, y inclus un plan de gestion des réfrigérants).

B. Renforcement Institutionnel:

1 seul projet avait été approuvé en 1994 et achevé en 1999

Annex IV

PROGRESS REPORT OF GERMANY

Government of Germany
Narrative Progress report and financial reporting for bilateral activities

April 2003

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

The Executive Committee has approved 113 bilateral projects submitted by the Government of Germany until December 2002. Of the US\$ 21.254.824 approved US\$ 12.708.679 has been disbursed including completed projects.

Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount (US\$)
1992	18.378
1993	-
1994	-
1995	1.336.918
1996	-
1997	992.308
1998	2.569.962
1999	6.399.570
2000	3.154.470
2001	2.695.673
2002	4.087.545
TOTAL	21.254.824

B. Summary Data by Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

Under the Secretariat's classification system, Germany's bilateral activities are distributed among the following types of projects (until Dec 2002):

Type	Number of Projects	Amount approved (US\$)
Country Programmes	1	67.800
Demonstration Projects	4	1.067.312
Institut.Strengthening	1	81.000
Investment Projects	21	12.542.086
Project Preparation	47	1.293.100
Technical assistance	32	4.871.957
Training	7	1.331.569
TOTAL	113	21.254.824

II. Project Completion since last report

Since the last progress report, the Government of Germany has completed the following projects:

Project Number	Project Title	Remarks
ALG/FOA/33/PRP/49	Project preparation for the phase out of ODS use in the flexible foam sub-sector	Project preparation resulted in project proposal which will be part of National Phase out Document, planned to be submitted at 41st ExCom
ALG/SOL/33/PRP/48	Project preparation in the solvent sector	Project preparation resulted in project proposal which will be part of National Phase out Document, planned to be submitted at 41st ExCom
ANG/SEV/34/CPG/02	Country programme preparation	Country Programme was set up, submitted and approved by 38 th ExCom
CPR/SEV/33/PRP/372	Project preparation/technical assistance in the refrigeration sector (thermostat)	Project preparation lead to project proposal which was approved at 35 th ExCom
IND/FOA/34/PRP/309	Project preparation for the phase out of ODS use in the flexible moulded foam sub-sector in 5 enterprises	Project completed, 2 resultant investment projects have been submitted, others will be submitted in 2003
IRA/FOA/35/PRP/118	Project preparation for the phase out of ODS use in the flexible foam sub-sector in 5 companies	Project preparation lead to project proposal which was approved at 37 th ExCom
IRA/FOA/37/PRP/154	Project preparation for the development of a foam sector strategy	Project preparation lead to project proposal which was approved at 37 th ExCom
KEN/FUM/30/PRP/23	Development of an investment project for the phase out of methyl bromide in vegetable production	Project preparation lead to project proposal which was approved at 39 th ExCom
KEN/SOL/35/PRP/26	Project preparation for the solvent sector	Project preparation lead to project proposal which was approved at 39 th ExCom
MAR/FUM/37/PRP/13	Project preparation for the phase out of methyl bromide use	Project completed and project proposal prepared
MAR/REF/26/TAS/10	Implementation of the RMP: Assistance in the design of policies and regulations	Project completed, resultant TPMP will be submitted for 41 st ExCom, Completion report submitted
NIR/HAL/34/PRP/87	Project preparation/technical assistance for the halon sector	Project proposal submitted and approved by 37 th ExCom
SEY/REF/26/TAS/05	Implementation of the RMP: Assistance in the design of policies and regulations	Project completed and resultant RMP-Update submitted to 39 th ExCom, Completion Report submitted

III. Global and regional project highlights

A. Global Projects

n/a

B. Regional Projects

The implementation of the national RMPs which comprises the following regional umbrella activities:

- Set up of ODS legislation meeting in the Montreal protocol requirements
- Customs officer training
- Training of trainers for courses in good refrigeration practices
- Training of technicians

is nearly finalised and expected to be completed in December 2003.

The development of the Halon Bank Management Plan for Bahrain, Yemen, Lebanon and Qatar (West Asia) is undertaken in a regional context for the cost-effective management of halons in the respective countries as well as in the whole region.

The Governments of Bahrain, Lebanon, Qatar and Yemen realized in the last two years the management of halon:

- Legislation on halon management had been established through policy advice.
- Installed fire protection system had been identified through surveys.
- Involvement of stakeholders guaranteed through workshops.
- Recovery and recycling equipment provided through technology transfer
- Training for Government officials organized through international experts
- Training of fire protection engineers organized in using environmental friendly alternatives
- Substitution of halons realized through environmental friendly fire protection systems.

IV. Completed and Ongoing Projects

As of the 31 December 2002 the Government of Germany has 113 approved projects, of which 64 projects are ongoing (ONG), 23 projects have been completed (COM), 24 projects financially completed (FIN) and 2 projects closed (CLO).

All of the German bilateral activities are implemented through the German Agency for Technical Cooperation, GTZ, within the programme Proklima.

44 of the 92 non-investment projects have been completed, of the 21 investment projects 3 have been completed.

V. Status of Project Preparation, by country

A. Status of agreements

- Twelve RMP countries in Africa have approved preparation for RMP updates with GTZ-Proklima
- Zimbabwe and Namibia intend to do the total CFC phase-out with GTZ-Proklima

B. Project Preparation by country

Funds to develop project proposals have been allocated in the following eighteen cases:

- \$12.430 to prepare a project proposal for the phase out of methyl bromide in Mauritius (MAR/FUM/37/PRP/13)
- \$58.591 to develop a foam sector strategy in Iran (IRA/FOA/37/PRP/154)
- \$18.645 to prepare a project proposal for phasing out ODS use in Pliva Pharmaceuticals in Croatia (CRO/ARS/36/PRP/16)
- \$67.800 to develop an ODS phase out action plan in Papua New Guinea (PNG/PHA/36/PRP/04)
- \$47.460 to prepare a terminal ODS phase out management plan, excluding the refrigeration sector in Algeria (ALG/PHA/37/PRP/57)
- \$79.100 to develop a CFC phase out management plan in Cuba (CUB/PHA/37/PRP/21)
- \$16.950 to prepare a refrigerant management plan update in Ethiopia (ETH/REF/37/PRP/10)
- \$16.950 to prepare a refrigerant management plan update in Lesotho (LES/REF/37/PRP/07)
- \$16.950 to develop a CFC terminal phase out management plan in Mauritius (MAR/REF/37/PRP/14)
- \$16.950 to prepare a refrigerant management plan update in Malawi (MLW/REF/37/PRP/17)
- \$16.950 to prepare a refrigerant management plan update in Mozambique (MOZ/REF/37/PRP/09)
- \$56.783 to develop a terminal ODS phase-out management plan (NAM/PHA/37/PRP/08)
- \$16.950 to prepare a refrigerant management plan update in Seychelles (SEY/REF/37/PRP/07)
- \$16.950 to prepare a refrigerant management plan update in Swaziland (SWA/REF/37/PRP/06)
- \$16.950 to prepare a refrigerant management plan update in Uganda (UGA/REF/37/PRP/09)
- \$16.950 to prepare a refrigerant management update in Tanzania (URT/REF/37/PRP/15)
- \$16.950 to prepare a refrigerant management plan update in Zambia (ZAM/REF/37/PRP/12)
- \$70.917 to develop a terminal ODS phase-out management plan for Zimbabwe (ZIM/PHA/37/PRP/25)

Annex V

PROGRESS REPORT OF ISRAEL

METHYL BROMIDE COMPLIANCE ASSISTANCE WORKSHOP ISRAEL 2002

SUMMARY

GENERAL

The core of Israel's agriculture relies on intensive, irrigated and export-oriented horticultural crops. Of these, both indoor and outdoor vegetable, fresh herbs and spices and flower crops are cultivated in soils infected with soil-borne pathogens, nematodes, annual and perennial weeds and insect pests.

For almost four decades, the successful cultivation of the country's scarce soil resources which support an intensive cropping pattern relied on the development and promotion of soil-fumigation technologies centered on methyl bromide. The country became a major consumer and producer of methyl bromide, which led to the development of advanced soil-fumigation practices. Many of these practices focused on the optimal application of methyl bromide and the subsequent reduction of its application rates.

The development of *alternative* soil-fumigation practices is the result of a collaborative R&D effort in which public research, extension and regulatory agencies, industry and growers all played an important role. As a result of these efforts, Israel has seen a huge phase out of methyl bromide consumption in line with the control measures set out by the Montreal Protocol. Article 5 countries with potential for non-compliance could benefit from Israel's experience in building a system approach for MB phase out.

THE WORKSHOP

An international workshop on MB compliance assistance was held at Bet Dagan, Israel between December 8-13, 2002 under the auspices of the Israel Ministries of the Environment, Agriculture and Foreign Affairs as well as the United Nations Environment Program (UNEP) and the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO). The workshop was attended by 14 participants from developing countries and countries in economic transition, namely Congo, Zambia, Bosnia-Herzegovina, Moldova, Ecuador and Mexico, five representatives from the two UN organizations and a core group of Israeli professionals who interacted with visitors throughout the workshop. The workshop was funded via the bilateral funding mechanism of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol.

In order to present participants with up-to-date information on potential alternatives and on Israel's activity in this arena, the 5-day workshop held 2.5 days of presentations and discussions and 2 days of field visits. The workshop created a participatory framework, exposing participants to the strategic structures and methodologies developed in Israel in keeping with the methyl bromide phase-out timetable set by the Montreal Protocol, and to the various technical solutions and rapid delivery models developed in the country for this purpose. The participants had the opportunity to present on their current methyl bromide situation (e.g. patterns of use, existing/potential alternatives available in their countries), as well as to highlight any problem areas or bottlenecks impeding their implementation plans. These problem areas were discussed during the workshop, and advice was offered by expert panels.

WORKSHOP CONTENT

The workshop included the following:

- Up-to-date information on specific use patterns and existing/potential alternatives to methyl bromide, with reference to their possible application in a developing country setting.
- Information related to methyl bromide use, including consumer concerns, environmental and health implications and actions being taken to phase out its use.

- Presentations on effective alternatives that are being used in Israel on vegetables and flower crops, or that have been identified through demonstration trials conducted by implementing agencies under the Multilateral Fund and by bilateral reviews of recommended methyl bromide substitutes for vegetable and flower crops.
- Reviews of chemical alternatives, non-chemical alternatives and of the reduction of application rates of methyl bromide substitutes.
- Active displays at regional research stations and farms on the use of key alternatives, and field demonstrations of the specific application of methyl bromide substitutes.
- Identification of farmer training and extension and education strategies needed to implement effective alternatives, and agricultural institutes in the host country that could act as partners in the efforts to implement alternatives.
- Identification of specific policy initiatives needed by governments in developing countries which are at risk of non-compliance.
- Initiation of the development of country-specific action plans for accelerated compliance.

WORKSHOP STRUCTURE

The workshop was structured around two main processes. The first was an experience-sharing process, cutting across all five workshop days. It began on the first day with the presentation of the “big picture”, consisting of acquaintance with the international arena (UNIDO, UNEP and Israel keynote presentations) and acquaintance with the Israeli MB substitution system. This process was followed by the field trips which were devoted to a display of individual MB substitution technologies. The second day of the discussions, immediately after the field visits, introduced the audience to the holistic broad picture of the alternatives and of the system approach applied by the host country.

The second process was the participatory one which began with the individual country presentations of the attending parties and an analysis of their problem areas, followed by an introduction to group work and the final day of the workshop which was dedicated to group work. Conducted along geographical lines of the three continents of the participating countries, namely Latin America, Europe and Africa, the group work was the synthesis of all the know-how presented at the workshop and its application to the problem areas presented at the outset of the meeting.

OUTPUT

Two unique tools were presented at the workshop:

- Israel’s system approach, bringing together research, extension, regulatory functions, growers and industry for the joint formulation of a strategic implementation project.
- The “model farms” rapid delivery system based on on-farm testing of methyl bromide (MB) alternatives presented by research and industry.

In terms of specific alternatives, the workshop surveyed chemical and non-chemical, stand-alone and combined MB alternatives providing short- and long-term solutions for vegetables, flower crops and fresh herbs, organic farming and stored commodities. Among the major recommended non-chemical alternatives acting as building blocks for the formulation of a long-term Integrated Pest Management (IPM) strategy are: soil solarization, grafting (tomato and cucurbits), sanitation and crop rotation, soil-less culture, steaming, biocontrol (Trichoderma and Bacillus firmus-based compounds), organic and mineral amendments and resistant varieties (tomato, carnation).

The following chemical MB alternatives recommended as short-term alternatives were surveyed: a. Nematicides: Aldicarb, Telon, Cadusafos, Fenamiphos, Oxamyl, Telon+Chloropicrin, b. Wide range Fungicides: Metam-Sodium, Basamid, Telon+Chloropicrin, Formaldehyde, c. Specific Fungicides: Propamocarb, Quintozene, Tolclofos Methyl, Metalaxyl, Benomyl, d. insecticides and weed killers.

The workshop paid attention to the integration of chemical and non-chemical MB alternatives, coalescing them into an IPM of soil-borne pests. The workshop paid special attention to the improvement of application techniques for MB alternatives and the reduction of application rates with the aid of VIF impermeable plastic films, deep shank injection, applications through the irrigation system, using plastic mulching, and combining fumigants with solarization and with other non-chemical substitutes.

For problem areas requiring further R&D intervention, working groups consisting of the Article 5 countries' experts and Israeli counterparts were formed, to explore the possibility of prospective bilateral projects, including the initiation of compliance action plans with a focus on technical assistance, research and technology transfer and the development of local expertise to suit phase-out strategies for specific countries. Recommendations were formulated at the end of the workshop.

A workshop evaluation questionnaire was distributed to all participants to evaluate the workshop per se, and the future interaction and activities that it could trigger. The following is the analysis of the questionnaires filled out by the overseas participants at the end of the workshop. With regard to the question on the duration of the workshop, most participants (79% of the high 4-5 marks) indicated that the workshop was too short. Exceptionally high marks were given to the quality of the professional visits, to the exposure to new know-how and to the willingness to develop bilateral activities with Israeli professionals. The answers of the participants to these questions reflected 100% satisfaction. The workshop met the expectations of the participants, this being rated at 4.7 out of a maximum of 5. The same is true for the workshop's organization and the quality of the sightseeing visits. In summary, the workshop met the expectations of its overseas attendants. They learnt new subject matter fields and they were impressed by the topics demonstrated at the field visits. New professional ties were established with Israeli technical staff and these could lead to further technical cooperation in the field of MB alternatives.

RECOMMENDATIONS

1. Close cooperation between research and extension institutes, farmers and private sector funding is the key factor in the timely development of adequate MB alternatives. Israel's approach, that brings together research, extension, regulatory functions, growers and industry for the joint formulation of a strategic implementation project, could serve as a model to be internationally disseminated.
2. In light of the adoption of chemical MB alternatives in the short run, the aim of research and extension institutes is to increase the use of environmentally-friendly alternatives. Research and development is still needed, primarily in the following fields:
 - Integrated Pest Management (IPM) of soil-borne pathogens
 - Studies into the long-term effects of MB alternatives
 - Development of precise application techniques for existing and new MB alternatives
 - Local research in general, and for the fine-tuning of imported technologies in particular, given that not all developed country research is relevant for the developing country context.
3. In order to promote these objectives, one suggestion is to propose the creation of an extra-budgetary fund that would support research and development along the lines proposed above.
4. Agricultural extension in Israel plays an essential role in research and development, focusing particularly on MB replacement at the field level.

The main extension components for a successful MB substitution program in an Article 5 country setting could include:

- Adoption of the “model farm” approach developed in Israel for the accelerated on-farm testing and delivery of registered MB alternatives, and the accelerated formulation of recommendations to growers.
 - A program to promote the adoption of Quality Management principles by Article 5 country exporters, in order to both comply with prevalent policy of importing countries, and to accelerate the adoption of environmentally-friendly MB alternatives and IPM systems.
 - The monitoring of adoption rates and barriers to the introduction of MB alternatives by end-users, which could be included in extension programs via the creation of an extra-budgetary fund (see para. 3 above),
 - Feeding these programs, such as the multi-agency and multidisciplinary effort developed by Israel, as well as the “model farms” approach, into the UNEP clearing-house; using them for the joint development of educational outreach material translated into the UN languages.
5. Chemical alternatives receive backing by private, commercial firms. Some non-chemical alternatives, such as grafting and artificial media, are also supported and marketed privately. Public sector research and extension should be encouraged to promote non-marketable practices, such as crop rotation, sanitation and solarization, in order to enrich the arsenal of IPM tools.
6. With regard to future activities, Article 5 countries could benefit from similar courses. Experts from Israel could visit UNIDO-driven MB substitution projects in Latin America. Bilateral investment projects with field testing, demonstration and training components could be organized using Israeli expertise via UN implementing agencies, and involving current participating countries.

Annex VI

PROGRESS REPORT OF ITALY

2002 Status on 7 Bilateral Activities

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

As of December 31st 2002, the Executive Committee has approved **7** activities as bilateral contribution from the Government of **Italy** to the Multilateral Fund. Of the US \$ **5.324.489** approved as bilateral contributions from **Italy**, US **1.306.972** has been disbursed including completed projects. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount*
2001	3.374.489
2002	1.950.000
TOTAL	

*Adjusted for the return of unutilized funds

B. Summary Data by type (CPG, DEM, INS, INV,PRP, TAS,TRA)

According to the Secretariat's classification system, **7** bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)*
Country Programmes		
Demonstration Projects		
Institutional Strengthening		
Investment Projects	7	5.324.489
Project Preparation		
Technical Assistance		
Training		
TOTAL	7	5.324.489

*Adjusted for the return of unutilised funds

II. Project Completion's Since Last Report

N/a

III. Global and Regional Project Highlights

N/a.

IV. Completed and On-going Projects

Of the **7** activities approved to date, **7** are on-going.

V. Status of Project preparation, by country

In China, **ONGOING**

In India, **ONGOING**

In Romania, **ONGOING**

In Yugoslavia, **ONGOING**

VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)

N/a

Annex VII

PROGRESS REPORT OF JAPAN

2002 Status on Japan's Bilateral Activities

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

As of December 31st 2002, the Executive Committee has approved 6 activities as bilateral contribution from the Government of Japan to the Multilateral Fund. Of the US \$ 764,892 approved, US \$197,826 has been disbursed including completed projects. The remainder of the approved funding relates to projects approved in 2001/2002. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount*
2001	252,555
2002	512,337
TOTAL	764,892

*Adjusted for the return of unutilized funds

B. Summary Data by type (CPG, DEM, INS, INV,PRP, TAS,TRA)

According to the Secretariat's classification system, Japan's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)*
Country Programmes		
Demonstration Projects		
Institutional Strengthening		
Investment Projects	2	294,247
Project Preparation		
Technical Assistance	3	385,895
Training	1	84,750
TOTAL	6	764,892

*Adjusted for the return of unutilised funds

II. Project Completion's Since Last Report

N/A

III. Global and Regional Project Highlights

N/A

IV. Completed and On-going Projects

Of the 6 activities approved to date (2001-2002), the remaining All are on-going.

V. Status of Project preparation, by country

N/A

VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)

A. Adjustments N/A

B. Other Issues N/A

Annex VIII

PROGRESS REPORT OF SWEDEN

2002 Status Report on Sweden's Bilateral Activities

I. Project Approvals and Disbursements

A. Annual Summary Data

The Executive Committee (ExCom) has until 31 December 2002 approved seven activities as bilateral contributions from the Government of Sweden to the Multilateral Fund. Three projects were approved at the 29th ExCom meeting in November 1999. The 34th ExCom meeting in July 2001 approved two projects. During 2002, one project was approved by the 36th meeting and one at the 38th meeting. As of 31 December 2002, funds were disbursed for these projects as specified in the report.

B. Summary Data by Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)

In line with the Secretariat's classification system, Sweden's bilateral activities are distributed as follows:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)
Country Programmes		
Demonstration Projects		
Institutional Strengthening		
Investment Projects		
Project Preparation	2	US\$ 141,400 US\$ 15,000 + agency support cost
Technical Assistance	4	US\$ 200,000 + agency support cost (WB) US\$ 250,000 US\$ 55,000 US\$152,400 + agency support cost
Training	1	US\$ 55,000 + agency support cost (UNEP)
TOTAL		US\$ 868,800 + agency support cost 47,716 = US\$ 916,516

II. Project Completions

Regional Workshop on Control and Monitoring of ODS Consumption for the South East Asia/Pacific Region (funded with equal bilateral contributions from Sweden and Japan and implemented through UNEP). The workshop was held in Thailand (Jomtien) 22-27 May 2000 and was attended by ozone and customs officers from ten countries in the region. The participating countries developed a joint set of declarations and drafted national action plans for further work in their respective country. The report from the workshop was prepared by Sweden in February 2001. The project completion report prepared in coordination with UNEP was submitted 1 May 2002. The project was financially completed 27 May 2002.

III. Global and Regional Project Highlights

A. Global Projects

N/A

B. Regional Projects

Regional Customs Cooperation

At the 34th Meeting of the Executive Committee, the Government of Sweden received approval for establishing a customs cooperation network in the SEAP region. UNEP/ROAP has been contracted as implementing agency and a steering group has been appointed. A first steering group meeting was held in September 2001 and the first project meeting with the authority officials was held in April 2002. The second meeting was held in September 2002. Invited to participate in this meeting was also the ozone officer from China to present China's production control measures and discuss issues of common concern with regards to illegal trade. A large part of the countries concerns are influenced by and can be greatly improved by cooperating with the producing and exporting countries such as China.

As a result of the first meeting, three countries have established a formal agreement between the NOU and Customs. Both meetings have clearly demonstrated the need for customs officers and ozone officers to meet regularly and informally with colleagues in other countries to discuss sensitive issues such as illegal trade. Both meetings have concluded by the participants agreeing on a list of recommendations and points for follow-up around information exchange, development of enforcement tools and prevention of illegal trade.

IV. Performance Indicators

N/A

V. Status of Agreements and Project Preparation, by Country

Philippines

At the 29th Meeting of the Executive Committee, the Government of Sweden received approval for preparation of a government strategy to reduce and eliminate the use of CFC refrigerants for servicing and installations on site in the Philippines. Detailed discussions with the Philippine authority in charge, Department of Environment and Natural Resources (DENR), on the implementation took place May 2000. International and local consultants were contracted and in November 2000, the first meeting with the involved authorities and the private sector was conducted. The political situation in the Philippines during 2001 caused the project some delay. A survey of current consumption and use in the sector has been conducted. An RMP outline was adopted in October 2001.

During 2002 the Sweden collaborate with the WB to reformulate the RMP into a NCPP. This was done mainly through a joint data collection workshop in Manila in April 2002 and a meeting in Stockholm in June 2002. The project was finalized in August 2002 and submitted

jointly with the WB as a NCPP to the 38th ExCom meeting in November 2002. In the NCPP Sweden has been responsible for assisting the DENR in planning activities for the servicing sector (over 80% of the remaining consumption) whereas the WB has been responsible for the manufacturing sector.

The Philippines National CFC Phase-out Plan: servicing sector (first tranche)

In November 2002 ExCom approved the NCPP for the Philippine. Sweden is co-implementing agency for technical assistance activities in the servicing sector. WB is lead agency. In October 2002 a mission was conducted in order to coordinate the scheduled activities in the NCPP with the DENR and relevant authorities in the Philippines. A mission to further review implementation plans and ToR for the international consultant was held in February 2003. An International consultant was contracted in March 2003.

Thailand

The Swedish contribution to project THA/HAL/29/INV/120 (Thai Halon Management Programme) consists of technical assistance. The project is being implemented by the World Bank. Swedish has in May 2001 disbursed 100% of the Swedish contribution to the WB. No funds have been disbursed to Thailand, however. Recruitment of national and international consultants for this subproject has been delayed, mainly due to the time required to identify the qualified candidates. ToR were established in December 2001 and the tendering process begun in January 2002

For national consultant, the Project Steering Committee considered the proposals submitted to DIW in 2001 inadequate. DIW therefore decided to proceed with the Quality Based Selection method (QBS) to re-identify the most potential consultant. It is expected that the selection of national consultant will be completed by May 2003. For international consultants, the Project Steering Committee has identified the most potential international consultant. Given the need to jointly carry out the assignment with national consultants, the signing of contract for international consultant will be in conjunction with that for the national consultant.

Lao PDR

The Swedish contribution to LAO/REF/34/TAS/65 consist of technical assistance to prepare an import/export licensing system. International and national consultants was contracted in April 2002. After some initial delay in the signing of agreement and data collection, the project is now progressing well and according to the project plan. The first mission was held in September 2002 and the second mission in February 2003.

Croatia

At the 36th meeting in March 2002 Sweden received approval for assisting the Government of Croatia in updating their Refrigerant Management Plan (RMP Update). International and National consultants were contracted in June 2002. A survey of current ODS consumption and use in the servicing sector was conducted followed by a desk study and sector review. A mission to Croatia to discuss proposed activities was conducted in November 2002. Following an ExCom decision regarding Terminal Phase-out Management Plans (TPMP) the RMP Update was reformulated as a TPMP, with Sweden as co-implementing agency and

UNIDO as lead Implementing Agency, and submitted in January 2002 for approval at the 39th ExCom meeting.

VI. Administrative Issues

A. Adjustments

N/A

B. Other Issues

N/A

Annex IX

PROGRESS REPORT OF THE UNITED KINGDOM

(Please note that Annex II of the Progress Report on the First Phase of the Mexico Chiller Concessional Lending Pilot Project is not attached to this document)

Mexico Chiller Concessional Lending Pilot Project – Progress Report on First Phase

Scope and Aim of this report

This report highlights the achievements of the first phase of the Mexico chiller replacement program and presents lessons learned thereof. According to the project design, implementation of the second phase of the program for the \$500,000 additional funds, is contingent on the successful implementation of the first phase. Consequently, the aim of this report is to provide as evidence, measured and verified facts and information to support a request for funds to implement the second phase of the chiller replacement program, and by so doing fulfill project requirements.

Summary of Achievements

The Mexico Chiller Program accomplished its objectives and improved the expected results due to the following reasons:

1. The Mexican counterpart (FIDE) funding exceeded by 40% the expected amount (\$700,000 instead of the \$500,000 requested). FIDE's total contribution of \$700,000 included an additional \$200,000 grant for energy efficiency improvements in the chiller system.
2. The building owners contribution exceeded by 350% the expected amount (\$692,300 instead of the \$153,466 expected), thereby accounting for 34.8% of project costs instead of 13% of project costs expected.
3. The ODP to be eliminated in the first year was 56% greater than the expected (7.8 tons instead of 5 tons).
4. Twelve (12) chillers were financed instead of the ten (10) expected, with the same grant amount expected to replace ten chillers due to the increased building owner contributions.
5. Disbursements have been made on schedule with 100% disbursement achieved in August 2002 upon payment to suppliers of 15% of the contract sum originally withheld.
6. 100% of building owners that participated in the program have made their monthly repayment on time.
7. Based on the successful loan repayment achieved to date, it is envisaged that with continued similar success, sufficient funds will be accumulated that will allow the purchase of an additional two chillers by November 2002.
8. Loan conditions in both UDIs (Units of Investments, an inflation-adjusted monetary unit updated daily based on the consumer price index) and US\$ with a 2% interest rate, that permit the sustainability of the revolving fund, were attractive to building owners which proves that a credit program in this sector is feasible.
9. Energy savings were 36% higher than proposed (7,387,902kWh/yr instead of 5,423,539kWh/yr proposed)¹.

¹ These savings are based on the results of in-situ verification tests performed on 9 out of the initial 10 chillers selected to participate in the program.

Background

1. The objectives of the Mexico Chiller Concessional Lending Pilot Project are (i) to test various loan conditions to finance the replacement of 20 CFC chillers with energy-efficient CFC-free systems; (ii) to assess the sustainability of a revolving fund created by the project; (iii) to reduce technology risks and the uncertainty associated with the level of electricity savings; and (iv) to encourage borrowing for early chiller replacement. Technology risks were reduced by soliciting performance-based bids from chiller suppliers and installation firms. To enable the measurement of electricity savings, the project undertook an independent energy audit of the chillers/buildings employing a measurement and verification protocol to establish a baseline.
2. The total cost of the project was estimated at US\$2.3million of which \$1million was provided as a grant to Mexico by the United Kingdom from its bilateral contribution to the Multilateral Fund. The remaining \$1.3million was provided as counterpart funding from two sources: (i) \$1million from the Fideicomiso para el Ahorro de Energía Eléctrica (FIDE), and (ii) \$300,000 co-financing from chiller owners. In addition, FIDE contributed additional \$200,000 solely to fund energy efficiency activities related to the chiller project. The initial grant funds and the funds recovered into the revolving fund will be used exclusively for chiller replacements. A limit of US\$100,000 was set as the cost of each chiller replacement. Installation, transport and insurance of chillers was funded by chiller owners. The Table below illustrates how the first phase was funded.

Source of Funding	Contribution (US\$)
Multilateral Funding	
Multilateral Fund (UK bilateral)	500,000
Mexican Counterpart Funding (chiller replacements)	
FIDE	500,000
Chiller owners	150,000
Mexican Counterpart Funding (Energy Efficiency activities)	
FIDE	200,000
TOTAL FUNDING (PHASE ONE)	1,350,000

3. Funding from the Multilateral Fund was applied on 50% basis to the cost of chillers below \$100,000. Where the cost of the chiller exceeded \$100,000, the excess was financed entirely by the chiller owners.
4. Chiller owners have been offered the following financing conditions:
 - a. fixed repayment period (3 years)
 - b. loans denominated in US\$ at 0% or 2% interest rate (for chillers up to 20 years of age or older, respectively) or UDIs (Units of Investments, an inflation-adjusted monetary unit updated daily based on the consumer price index) at 0% interest rate.
5. 50% of the chillers that were financed under the project were chosen so as to be no older than 20 years in order to qualify for MLF funding. For the other 50% FIDE was allowed flexibility in choosing older chillers if deemed necessary.
6. The overall project impact in terms of elimination of ODP was expected to be 5 tons in the first year and 52 tons in a period of 11 years. This assumes an average chiller capacity of 400kg and average leakage rate of 15% (servicing and purge) of the capacity per year. The lifetime of the chiller is estimated at 25 years.

Project Launch and Results of Bidding Process

7. FIDE launched the program in October 2000 with the issuance of a detailed Project Manual to inform bidders of the program characteristics and the procedures to be followed. The time allowed for the bid preparation and submission was six weeks. The four main chiller suppliers operating in Mexico: York International, Ideal Standard, Trane Division, Equipos McQuay and Carrier Mexico, were invited to participate in the bidding process and the bid opening took place on December 5, 2000. Four bid evaluation and qualification criteria were developed to prioritize the most cost-effective and efficient proposals and to share the technological/economic risks with the supplier and the chiller owner:
 - (i) Price per ton of refrigeration
 - (ii) Guaranteed electric energy savings (kWh/year)
 - (iii) Proportion of owner's counterpart with respect to total project cost, and
 - (iv) Time required to implement chiller replacement (weeks)
8. In total FIDE received 18 bids. The process of evaluation, requests for clarifications and the bid qualification took one month. All bids were assessed based on the evaluation and qualification criteria mentioned above. Subsequently FIDE pre-awarded a total of \$US1,115,559 in loans (US\$ 467, 508 from the UK and US\$648,051 from FIDE) for the replacement of the 12 best projects with the same grant funds originally requested for 10 chillers. Following the pre-award of the said loans, the projects were further assessed based on verification of potential energy savings using a proven methodology, and a financial evaluation of the building owner. The details of the financial evaluation are presented in more detail below. The results of the bidding process are presented in Table 1 below. In spite of the fact that there has not been any announcement of the second phase, another 5 projects are already in the pipeline for the second phase.

FIDE Financial screening criteria

8. FIDE's decisions to finance or not to finance projects were reached based on the following three criteria:
 - Based on information obtained from the Buró Nacional de Crédito (BNC) the bidder must have a history of payments of credit with a qualification of 1 to 4, which signifies that the client pays within a time limit no longer than 90 days. Furthermore, according to the credit reports from BNC, the bidder must qualify as 'A' or 'B' indicating that the bidder is not a debtor and does not pose a high credit/financial risk. Where the bidder satisfactorily meets this criterion, it is considered credit worthy.
 - The second criterion is applied where the required credit information cannot be obtained from BNC and is based on the bidders previous experience/background with FIDE. The bidder is classified as *acceptable* or *unacceptable* according to the information obtained and the judgment of the credit committee.
 - The third criterion involves the calculation of five financial ratios which must comply with values specified in Procedures of evaluation for authorizing financing by FIDE.

Chiller performance Measurement

9. In order to verify the initial energy savings estimates provided by the bidders, the performance levels of the existing chillers were measured. Verification of potential energy savings was carried out by an international auditing company funded from a World Bank trust fund.. The work

program of these firms consisted of three phases: (a) Training and Workshop; (b) Set up and initial measurement; and (c) Verification after chiller replacement. Phases (a), (b) and (c) were carried out in March 2001, April 2001 and April 2002 respectively. A copy of the report produced by the firm including the methodology used for the measurement and verification tests, is included in Annex II of this report.

10. The in-situ measurements performed on the existing (CFC) chillers in April 2001, used a well-established methodology, the temperature dependent model developed by the Joint Center for Energy Management (University of Colorado) as an ASHRAE (American Society of Heating, refrigerating and Air-Conditioning Engineers, Inc.) research project. Based on the results of the in-situ performance tests, the bidders adjusted the potential energy savings on the chillers to reflect the verified levels. Proposed energy savings (as submitted by bidders before performance test) are presented in Table 2.
11. Similar in-situ verification measurements as had been carried out on the (CFC) chillers were carried out on ten new replacement chillers in April 2002, using the same methodology. Verified energy savings in kWh/yr for the 10 replacement chillers are compared with the proposed energy savings.
12. The results of the in-situ tests on the new chillers indicate that for all 10 projects evaluated, the actual savings achieved lie within 15% of the predicted savings or are in fact higher than the predicted savings. Bidding procedures stipulated that when the predicted energy savings for a project are more than 15% greater than the actual savings, a penalty shall be incurred on the remaining 15% of the contract value.

TABLE 1: Bidding Process Results

Concept	Project Design	Actual Result
Timeframe of bidding process and pre-award of contract.	10 weeks	10 weeks
Chillers to be replaced	10	12
Participating firms	4	4
Awarded firms		4
ODP eliminated in the first year	5 tons	7.8 tons
ODP to be eliminated in 11 years	52 tons	81 tons
Projects in Pipeline	N/A	8
Average Age of chiller replaced	20 years	12 years
Owner counterpart for installation, freight and insurance as a percentage of total project cost	13%	31%
Owner counterpart for chillers, system optimization, and building energy consumption optimization as a percentage of total project cost.	0	3.8%
Price per ton of refrigeration	\$125	\$100
Guaranteed electric energy savings (kWh/year)	5.4 million	8.0 million

TABLE 2: Results of Energy savings verification tests for new chillers

NEW CHILLERS				
Manufacturer	Project Name	Proposed savings (kWh/yr)	Verified savings (kWh/yr)	% Difference
Trane	Cancun Palace	1,335,600	2,296,895	72.0
Trane	Sun Palace I	540,000	1,115,136	107.0
Trane	Sun Palace II	540,000	1,115,136	107.0
Trane	Beach Palace	651,000	594,268	-8.7
Trane	ITESM Campus Mty	362,279	347,251	-4.1
Trane	Cetys Universidad	214,448	236,525	10.3
York	La Campiña I	552,960	482,102	-12.8
York	La Campiña II	552,960	527,116	-4.7
York	Condominio Acero Mty	674,292	673,473	-0.1
York	IQUISA - CYDSA	628,687	NA ¹	NA
TOTAL		5,423,539	7,387,902² 8,016,589³	36.2³

¹ Data not available, project was not completed at the time ECONOLER visited Mexico to conduct the measurements. Verified savings will be based on readings from chiller control panel.

² Based on 9 chillers (i.e. not including IQUISA- CYDSA).

³ Based on 10 chillers (i.e. including IQUISA – CYDSA)

Achievement of Project Objectives

The project has been extremely successful and has recorded the following significant achievements:

The bidding process:

- i. The loan conditions were well received by the market as was evident by the increased demand for the loans. Of the 10 loans already awarded, 5 were denominated in US\$ and 5 in UDIs. It is noteworthy that eligibility for a US\$ denominated loan requires that the owner of the building proves that at least part of his revenues is in US\$. This requirement will be removed in the second phase of the program as it was found to be a barrier to some interested building owners.
- ii. All the suppliers presented performance-based bids, leaving 15% of the payment contingent to the in-situ verification of the energy savings proposed in the bid. As can be observed from the preceding tables, Trane Division and York International were the two suppliers awarded loans, for 6 and 4 projects respectively.

Owner's Counterpart Contribution:

- iii. The first phase of the project was originally planned with the aim of replacing 10 chillers with an average capacity of 400TR with a grant of US\$1 million, with US\$100,000 being the maximum amount to be granted for a single project (chiller) and the going average market price of a 400TR chiller in Mexico. The grant amount was to be dedicated exclusively to acquisition of the chiller and did not include other costs to the owner such as installation of the new chiller acquired, maintenance of the new chiller and taxes. Per the project design, the costs of freight and installation of the new chillers amounted to 13% of the total project cost and were to be provided by the building owner. Due to inclusion of the building owner's counterpart contribution as one of the evaluation and qualifying criteria in the bidding process, the building owner's contribution was increased as one of the evaluation and qualifying criteria in the bidding process, the building owner's contribution was increased from the expected 13% to 34.8% of the original project cost including shipment and installation, upgrade of the chiller capacity, optimisation of the refrigeration system and improvement of other building facilities that help to further reduce energy consumption. As a result

of this and competitive bidding process the project had the capacity to finance 12 chillers instead of the 10 originally planned. Annex 1 provides a detailed description of the commercial and technical characteristics of each of the 10 chillers financed.

Disbursements:

- iv. Disbursements have been made on schedule with 100% disbursements (\$1,200,000) achieved to date. It is important to note that an important factor to achieving complete disbursement was the fact that all projects met the requirement for actual energy savings within 15% of the predicted savings on which the contract award was based. Consequently, the 15% of the contract that was withheld as a performance bond was released. Furthermore, two additional chillers were purchased.

Increments of the ODP eliminated in the first year:

- v. The project design estimated that the amount of ODP eliminated will be 4.6 tons in the first year and 52 tons in the following eleven years. These numbers have subsequently been revised based on the first 10 new chillers to be 7.8 tons in the first year and 81 tons in the subsequent eleven years.

Institutional Outcomes:

- vi. The project has leveraged additional US\$200,000 from FIDE to finance energy efficiency activities.

Financial Outcomes:

- vii. Loan conditions in both UDIs (Units of Investments, an inflation-adjusted monetary unit updated daily based on the consumer price index) and US\$ 2% interest rate, that permit the sustainability of the revolving fund (two chillers received a loan with 2% interest rate which was deposited in the revolving fund), were attractive to participating building owners, which proves that a credit program in this area is feasible. Commercial interest rates in Mexico lie between 30 and 40%, which represent a barrier for building owners to replace old equipment.
- viii. To underscore the above, it is pertinent to note that 100% of loan repayments have been made by users on schedule and according to the stipulated instalments agreed with FIDE. Monthly instalments were based on a 3-year payback period as for a regular commercial loan. The table below summarizes (for the period January to June 2002) how payments have been made by users.

TABLE 3: Monthly Loan Repayments by users

Project	Monthly Repayment					
	Jan. '02	Feb. '02	Mar. '02	Apr. '02	May '02	Jun. '02
La Campiña (I &II)	4,540.73	4,540.73	4,540.73	4,540.73	4,540.73	4,540.73
Cond. Acero Mty	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
ITESM Campus Mty	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
CETYS Universidad	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00	4,000.00
Palace resorts (4) ¹	9,611.57	9,611.57	9,611.57	9,611.57	9,611.57	9,611.57
Monthly Total^{2,3}	26,152.30	26,152.30	26,152.30	26,152.30	26,152.30	26,152.30
Cumulative Total	26,152.30	52,304.60	78,456.60	104,609.20	130,761.50	156,913.80

¹ includes Sun Palace (I & II), Beach Palace and Cancun Palace

² monthly payments for IQUISA will commence as of July 2002.

³ monthly payments were based on a 3-year payback period as for a regular commercial loan.

Lessons learned:

- ix. ***New Areas:*** The positive results obtained with respect to energy savings and elimination of ODP have demonstrated the technical success of the chiller replacement program. This success coupled with a growing demand from owners and providers have generated impetus for FIDE to undertake activities in the following new areas in the second phase of the program:
 - a. ***Replacement of Industrial chillers:*** FIDE is looking to replace existing *industrial chillers* with new *absorption chillers* in the Northern parts of Mexico where the cost of electricity is significantly higher than the cost of gas. The use of absorption chillers potentially offers significant savings as their operation is based on the use of natural gas as the source of energy.
- x. The program will need to ensure suitable financing for industrial chillers as the US\$100,000 per project limit is inadequate to finance projects in the industrial sector.

Bidding Process

- xi. Based on its experience from the bidding process employed in the first phase of the program, and increased awareness and willingness to participate of owners and chiller suppliers, FIDE seeks to approach the selection of participating suppliers differently in the second phase of the program. To this end, FIDE seeks on a *first come first served* basis to select projects to participate in the program according to selected pre-set criteria, in addition to the financial screening process which it currently employs. This approach offers the advantage of time savings in that the time needed for FIDE to accumulate bids from ten building owners in order to implement a program, will be eliminated. The following pre-set criteria have been developed by FIDE to be used in the second phase of the program:
 - a. ***Price/ton of refrigeration:*** maximum of \$341/ton (for chiller capacity \leq 350TR)
maximum of \$290/ton (for chiller capacity $>$ 350TR)
 - b. ***Efficiency :*** 0.67kW/ton (for screw chillers)
0.64kW/ton (centrifugal chillers)
 - c. ***Delivery Time :*** maximum of 24 weeks.

Financing:

- xii. Although the financing conditions stipulated in the project did not preclude the success of the first phase of the program, they nonetheless posed a barrier to some interested potential bidders. In order to eliminate this barrier, it is proposed that in the second phase, loans be denominated in pesos and a fixed interest rate be applied.
- xiii. Based on a survey of suppliers, it was found that inclusion of the cost of installation of new chiller equipment in grant financing will attract increased participation by building owners and chiller suppliers in the chiller replacement program. The promising results of the first phase, not least the fact that 100% of participating building owners have made their loan repayments regularly and on time, lend strong support to adopting this approach to financing.

Conclusions:

- xiv. The heightened level of interest from suppliers, has created within FIDE an aspiration for the receipt of funds for the second phase of the project as soon as possible.
- xv. The program has achieved success in terms of the positive results obtained with respect to energy savings and elimination of ODP.

Annex I
Technical Characteristics

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
Company	Trane	York	Trane	Trane	Trane	Trane	York	York	Trane	York	
Project Name	Cancun Palace	Cond. Acero	Sun Palace	Sun Palace	Beach Palace	ITESM	La Campiña I	La Campiña II	Cetys	IQUISA	
Capacity of existing chiller(TR)	700	450	375	375	350	550	200	200	380	400	3980
OPD Eliminated (Charge)	960	450	520	520	480	750	225	225	520	750	6787
ODP eliminated (Servicing and Purge)	144	68	78	78	72	113	34	34	78	113	812
Total ODP eliminated	1104	518	598	598	552	863	259	259	598	863	6212

Capacity of new chiller (TR)	700	450	375	375	350	550	200	200	436	500
Efficiency	0.65	0.58	0.64	0.64	0.65	0.60	0.74	0.74	0.575	0.59
Cost of the Chiller	\$176,695	\$129,158	\$88,348	\$88,348	\$88,348	\$119,123	\$68,111	\$68,111	\$116,642	\$145,116
\$/ton	252	287	236	236	252	217	341	341	268	290
Total TRs installed	4136									
Average TR per chiller	414									
Total cost of 10 chillers	\$1,088,000									
Average Cost per chiller	\$108,880									

Budget Plan

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	Total
Company	Trane	York	Trane	Trane	Trane	Trane	York	York	Trane	York	
Project Name	Cancun Palace	Cond. Acero	Sun Palace	Sun Palace	Beach Palace	ITESM	La Campiña I	La Campiña II	Cetys	IQUISA	
(i) Project's Funding (FIDE+MP funds)	\$100,000	\$100,000	\$50,000	\$50,000	\$88,348	\$100,000	\$68,111	\$68,111	\$100,000	\$100,000	\$824,570
(ii) General system optimization (FIDE's funds)	\$0*	\$20,000	\$0	\$0*	\$0*	\$20,000	\$0*	\$0*	\$20,000	\$0*	\$60,000
(iii) Building owner counterpart for installation	\$50,591	\$46,935	\$33,372	\$33,372	\$34,657	\$35,587	\$30,335	\$30,335	\$17,442	\$80,095	\$392,721
(iv) Shipment	\$7,115	\$544	\$4,418	\$4,418	\$4,418	\$5,075	\$2,652	\$2,652	\$3,358	\$1,500	\$36,150
(v) Difference in cost of chiller ¹	\$76,695	\$29,158	\$38,348	\$38,348	\$0	\$19,123	\$0	\$0	\$16,642	\$45,115	\$263,429
Total (i) +(ii) (iii) + (iv) + (v)	\$234,401	\$196,637	\$126,138	\$126,138	\$127,423	\$179,785	\$101,098	\$101,098	\$157,442	\$226,710	\$1,576,870

¹ (v) = Cost of chiller minus (FIDE + MP funds)